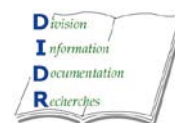


AFGHANISTAN



7 juin 2019



La stratégie nationale de lutte anticorruption et sa mise en œuvre au sein du ministère de l'Intérieur depuis 2017

Avertissement

Ce document a été élaboré par la Division de l'Information, de la Documentation et des Recherches de l'Ofpra en vue de fournir des informations utiles à l'examen des demandes de protection internationale. Il ne prétend pas faire le traitement exhaustif de la problématique, ni apporter de preuves concluantes quant au fondement d'une demande de protection internationale particulière. Il ne doit pas être considéré comme une position officielle de l'Ofpra ou des autorités françaises.

Ce document, rédigé conformément aux lignes directrices communes à l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine (avril 2008) [cf. https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/lignes_directrices_europeennes.pdf], se veut impartial et se fonde principalement sur des renseignements puisés dans des sources qui sont à la disposition du public. Toutes les sources utilisées sont référencées. Elles ont été sélectionnées avec un souci constant de recouper les informations.

Le fait qu'un événement, une personne ou une organisation déterminée ne soit pas mentionné(e) dans la présente production ne préjuge pas de son inexistence.

La reproduction ou diffusion du document n'est pas autorisée, à l'exception d'un usage personnel, sauf accord de l'Ofpra en vertu de l'article L. 335-3 du code de la propriété intellectuelle.

Table des matières

1.	La lutte anticorruption : cadre légal et institutionnel	4
1.1.	Une préoccupation ancienne	4
1.2.	Des efforts accrus à partir de 2017	4
1.3.	Panorama des instances de lutte anticorruption	5
1.3.1.	Élaboration et pilotage des politiques anticorruption.....	5
1.3.2.	Prévention et supervision.....	6
1.3.3.	Le tribunal anticorruption (ACJC)	7
1.3.4.	La force opérationnelle contre les crimes graves (MCTF)	8
1.3.5.	Le Centre d'analyse des transactions financières (FinTRACA)	9
1.3.6.	Audit	10
2.	L'action du ministère de l'Intérieur dans la lutte contre la corruption.....	10
2.1.	Présentation du ministère.....	10
2.2.	La cellule de liaison Interpol au ministère de l'Intérieur	11
2.3.	Les conséquences d'une corruption endémique	12
2.3.1.	Un système de recrutement et de promotion vicié	12
2.3.2.	Une perte d'efficacité sur le terrain	14
2.3.3.	Des défaillances dans l'attribution des marchés publics.....	14
2.4.	Le plan d'action anticorruption du ministère de l'Intérieur	14
3.	Les effets d'une réforme encore récente sur le ministère de l'Intérieur	17
3.1.	Un volontarisme revendiqué	17
3.1.1.	Une vague d'arrestations et de poursuites.....	17
3.1.2.	Une gestion plus attentive des ressources humaines.....	18
3.1.3.	Des progrès modestes en matière de transparence et de gestion	20
3.2.	Une réforme résolument insuffisante	20
3.2.1.	Des solutions techniques à un problème avant tout politique	20
3.2.2.	Une défaillance générale des instances de lutte anticorruption	22
3.2.3.	Une évaluation difficile et peu fiable	24
	Bibliographie.....	26

Résumé : En septembre 2017, le gouvernement afghan a présenté une vaste stratégie nationale de lutte contre la corruption, déclinée l'année suivante en un plan d'action dédié au ministère de l'Intérieur, décrit comme « le cœur de la corruption ». En dépit d'un certain volontarisme, marqué par l'engagement de poursuites contre plusieurs hauts responsables et par un combat accru contre les détournements de fonds, cette réforme, purement technique, se heurte au caractère structurel de la corruption dans ce ministère, où les postes les plus en vue constituent une source d'enrichissement considérable pour leurs détenteurs. Plus largement, ces efforts sont entravés par la profusion d'agences de lutte anticorruption, au périmètre flou, aux ressources réduites et aux progrès difficiles à mesurer.

Abstract: In September 2017, the Afghan government presented a comprehensive national anticorruption strategy. The following year, it was translated into an action plan for the Ministry of Interior, described as "the heart of corruption". Despite the launching of proceedings against several senior officials and an increased fight against embezzlement, this purely technical reform is hampered by the structural nature of corruption in the Ministry of Interior, where the most prominent positions prove to be very lucrative for their holders. On a general level, these efforts are limited by the excessive amount of anticorruption agencies, most of them being hindered by an unclear scope, their limited resources and the difficulty to measure and report their progress.

Nota : La traduction des sources en langues étrangères est assurée par la DIDR.

1. La lutte anticorruption : cadre légal et institutionnel

1.1. Une préoccupation ancienne

Dès 2001, la lutte contre la corruption¹ figure en bonne place dans le programme de reconstruction de l'État afghan. **Le pays adhère ainsi en 2004 à la Convention des Nations unies contre la corruption** et adopte cette même année une loi dédiée². Par ailleurs, en 2006, le gouvernement afghan et ses soutiens internationaux s'entendent sur le Pacte pour l'Afghanistan (*Afghanistan Compact*), une série d'objectifs à atteindre dans les cinq années suivantes et concernant le respect des droits de l'Homme, le développement économique, la gouvernance³, mais aussi la lutte contre la corruption⁴.

En 2004 est créée la *General Independent Administration for Anti-Corruption* (GIAAC). Son directeur, le Dr. Azziulah Ludin, la met toutefois rapidement au service de ses ambitions politiques. Privée, dès lors, de tout appui international, la GIAAC est dissoute en 2008⁵. Au terme du mandat du président Karzaï, en 2014, quatre institutions-clés travaillent à lutter contre la corruption mais certaines ne font que perpétuer le GIAAC sous une nouvelle appellation, comme le *High Office for the Oversight and Anti-Corruption* (HOO)⁶.

En 2015, les pays-membres de l'ONU adoptent les « **objectifs développement durable** » (*Sustainable Development Goals*, SDG). Le 16^e de ces objectifs (SDG-16) a trait à la gouvernance durable et consacre trois sous-articles à la lutte contre la corruption. En Afghanistan, la mise en œuvre du SDG-16 est confiée aux ministères de l'Intérieur et de la Défense, à la Cour suprême, au bureau du procureur général et aux agences de lutte anticorruption. La mise en œuvre de cet agenda doit commencer en 2018 et se poursuivre jusqu'en 2030⁷.

1.2. Des efforts accrus à partir de 2017

Le 28 septembre 2017, le président Ghani et le chef de l'exécutif Abdullah font adopter la **stratégie anticorruption du gouvernement**, conformément à l'engagement qu'ils avaient pris en octobre 2016, lors de la conférence de Bruxelles⁸. Cette stratégie repose sur **six « piliers »**, prévoyant par exemple le renforcement du cadre législatif et institutionnel en matière d'anticorruption, l'éradication de la corruption parmi les forces de sécurité, ou encore la suppression du clientélisme au profit du mérite⁹. La mission d'assistance des Nations unies en Afghanistan (UNAMA) approuve les objectifs « réalistes » – en comparaison de la stratégie élaborée sous la présidence Karzaï, en 2006 – que fixe le texte et cautionne son analyse des causes profondes de la corruption¹⁰.

Auparavant, au mois d'août 2017, les gouvernements afghan et américain annoncent le lancement d'un **nouveau Pacte pour l'Afghanistan**. Le gouvernement afghan est censé le mettre lui-même en œuvre pour prouver son attachement à mener des réformes.

¹ Ici entendue dans une acception large, à savoir le détournement à des fins privés d'un pouvoir (en l'occurrence, public) confié en délégation (voir Transparency International France, *Dictionnaire de la corruption*, [url](#)). Il sera essentiellement question d'une corruption de grande ampleur, commise par de hauts fonctionnaires.

² BJELICA J., "Afghanistan's Anti-Corruption Institutions: Too many, and with too few results", AAN, 20/05/2019, [url](#)

³ OTAN, "Helping secure Afghanistan's future", 25/06/2008, [url](#), p. 8

⁴ BJELICA J., "Afghanistan's Anti-Corruption Institutions: Too many, and with too few results", AAN, 20/05/2019, [url](#)

⁵ *Id.*, [url](#)

⁶ *Id.*, [url](#)

⁷ Transparency International, "Policy, SDGs and Fighting Corruption for the People: A Civil Society Report on Afghanistan's Sustainable Development Goals", 08/03/2018, [url](#), p. 15

⁸ SIGAR, "Quarterly Report to the US Congress", 30/01/2018, [url](#), p. 144

⁹ Special Anticorruption Secretariat, "Afghanistan national strategy for combatting corruption", 11/2018, [url](#), pp. 6-15

¹⁰ UNAMA, "Afghanistan's Fight Against Corruption : From Strategies to Implementation", 05/2018, [url](#), p. 14

Toutefois, le Département d'État américain relève que le gouvernement afghan ne s'expose à aucune sanction financière s'il échoue à atteindre les objectifs prévus¹¹.

Adopté le 4 mars 2017, le **nouveau code pénal** entre en application le 14 février 2018¹².

Le 11 octobre 2018, la **loi anticorruption** – qui comprend notamment la création de la **Commission anticorruption** – est adoptée par le gouvernement et présentée au Parlement. Integrity Watch Afghanistan, une organisation de la société civile notamment financée par l'Union européenne (UE) et le *Special Inspector General for Afghanistan Reconstruction* (SIGAR)¹³, révèle alors que contrairement à ses versions antérieures, le texte publié au journal officiel le 31 octobre ne prévoit plus de faire siéger des organisations de la société civile dans la Commission anticorruption¹⁴. Si cette loi n'a pas encore été débattue par la nouvelle assemblée nationale investie le 26 avril 2019, un décret présidentiel est cependant déjà venu amender la procédure de sélection des commissaires affectés à la lutte anticorruption¹⁵.

Le rapport de l'UNAMA publié en mai 2019 souligne la mise en œuvre régulière de mesures dans la lutte contre la corruption tout au long de 2018 et en début d'année 2019¹⁶. Il salue, par ailleurs, les efforts du gouvernement pour « clarifier le cadre institutionnel des corps dédiés à la lutte anticorruption, et ce afin de se conformer à la Convention des Nations unies contre la corruption »¹⁷, mais s'inquiète des changements récurrents de législation, des incohérences dans le déploiement de la stratégie anticorruption du gouvernement et du remplacement fréquent des fonctionnaires occupant des postes-clés¹⁸.

De fait, au cours des trois premières années de la présidence Ghani, **le nombre d'institutions dédiées à la lutte contre la corruption n'a cessé d'augmenter**. Selon un rapport de l'UNAMA, en 2017, « 18 corps distincts étaient chargés de mettre en œuvre divers aspects de la politique anticorruption du gouvernement », ce qui pose « un **sérieux défi de coordination** »¹⁹. La stratégie anticorruption nationale préconisait justement de fondre toutes ces instances, à l'exception de la MEC (cf. *infra*), dans le bureau du procureur général adjoint aux affaires anticorruption²⁰. En outre, **plusieurs de ces agences reposant sur des décrets présidentiels et non sur des lois votées par le Parlement, leur socle légal demeure fragile et leur pérennité incertaine** – l'exécutif n'a en effet aucune obligation de les maintenir²¹.

1.3. Panorama des instances de lutte anticorruption

1.3.1. Élaboration et pilotage des politiques anticorruption

Dès 2016, le gouvernement d'union nationale a pris des mesures contre la corruption : le 17 août, le **Haut conseil pour l'État de droit et la lutte anticorruption (*High Council for Rule of Law and Anti-Corruption*)** a été créé par décret présidentiel afin d'engager les réformes anticorruption et de renforcer le système judiciaire²². Il est dirigé par le

¹¹ SIGAR, "Quarterly Report to the US Congress", 30/04/2019, [url](#), p.114-115

¹² MEC, "Ministry-wide vulnerability to corruption assessment of the MOI", 01/2019, [url](#), p. 12

¹³ Depuis 2008, le *Special Inspector General for Afghanistan Reconstruction* (SIGAR) rend compte au Parlement américain de l'usage des fonds publics américains en Afghanistan. Il formule des recommandations pour améliorer l'efficacité des programmes de reconstruction et détecte les fraudes ou l'usage malavisés de l'argent public.

¹⁴ Integrity Watch Afghanistan, "Civil Society and Legal Organizations: Afghan government has tampered with the text of anti-corruption law", 04/11/2018, [url](#)

¹⁵ BJELICA J., "Afghanistan's Anti-Corruption Institutions: Too many, and with too few results", AAN, 20/05/2019, [url](#)

¹⁶ UNAMA, "Afghanistan's Fight against Corruption : Groundwork for Peace and Prosperity", 05/2019, [url](#), p. 78

¹⁷ *Id.*, p. 23

¹⁸ *Id.*, p. 42-43

¹⁹ UNAMA, "Afghanistan's Fight Against Corruption : The Other Battlefield", 04/2017, [url](#), p. 5-6

²⁰ BJELICA J., "Afghanistan's Anti-Corruption Institutions: Too many, and with too few results", AAN, 20/05/2019, [url](#)

²¹ UNAMA, "Afghanistan's Fight Against Corruption : From Strategies to Implementation", 05/2018, [url](#), p. 18

²² Site de la Présidence de la République, "About National High Council for Rule of Law and Anti-Corruption", [url](#)

président de la République et comprend la plupart des principaux membres du gouvernement. Le pouvoir judiciaire et les institutions indépendantes y sont également représentés. Le Haut conseil est composé de sous-comités, celui consacré à la lutte anticorruption étant présidé par le procureur général. Il dispose également d'un secrétariat spécial, responsable de l'évaluation et de la supervision de la stratégie anticorruption. Y siège un groupe d'experts, dont un spécialiste en matière de lutte anticorruption, qui recueille les rapports des différents ministères et les soumet, une fois consolidés, au président²³.

L'UNAMA a récemment recommandé au Haut conseil de formaliser la participation de la société civile à ses réunions²⁴.

1.3.2. Prévention et supervision

Le **Comité mixte de pilotage et d'évaluation de la lutte anticorruption (Independent Joint Anti-Corruption Monitoring and Evaluation Committee, MEC)** a été établi en mars 2010 par décret présidentiel. Le MEC est chargé d'émettre des recommandations en matière de lutte anticorruption, de proposer des indicateurs et de publier des rapports d'évaluation, notamment sur « la vulnérabilité à la corruption » des institutions afghanes²⁵. Il incombe encore au MEC de s'assurer de la transparence de l'utilisation de l'aide internationale et de la mise en œuvre de ses propres préconisations. Sa direction inclut trois Afghans et trois membres de la communauté internationale, sous la conduite d'un directeur exécutif afghan²⁶ – le réseau d'experts *Afghan Analysts Network* (AAN) suggère toutefois que la présidence alterne tous les six mois entre un ressortissant afghan et un membre de la communauté internationale²⁷.

En octobre 2014, le président Ghani a créé la **Commission nationale des marchés publics (National Procurement Commission, NPC)**, dont il a pris la présidence et où siègent également les ministres des Finances, de l'Économie et de la Justice. La NPC supervise l'Autorité nationale des marchés publics (*National Procurement Authority, NPA*)²⁸ et doit approuver, après en avoir examiné la transparence et la conformité avec la loi, tous les contrats de maintenance et les opérations impliquant des fonds publics dont le montant excède 300 000 dollars – le seuil passe à 1,5 million de dollars en matière de contrats de travaux publics²⁹. De réelles avancées ont été constatées dans ce domaine critique : en octobre 2018, la NPA a dématérialisé les procédures touchant aux marchés publics, afin d'en améliorer la transparence et le suivi financier. Toutes les entreprises candidates à ces marchés doivent désormais s'enregistrer dans une base de données. La NPA a également promu les déclarations de conflits d'intérêt. Depuis sa création, la NPC a approuvé plus de 3 000 contrats, exclu 150 entreprises des appels d'offres et, au total, permis d'économiser 60 milliards d'afghanis (environ 670 millions d'euros)³⁰.

En 2018, la NPC a tenu 45 réunions, à une fréquence hebdomadaire. L'UNAMA en a salué le caractère ouvert et transparent mais s'inquiète du décret présidentiel de novembre 2018 qui a confié à la NPA l'intégralité de la procédure de passation des marchés publics, là où elle ne faisait auparavant que fournir un appui et des conseils. L'UNAMA estime, en effet, qu'une telle recentralisation risque de priver de compétences précieuses les services dédiés aux marchés publics dans chaque administration³¹.

²³ BJELICA J., "Afghanistan's Anti-Corruption Institutions: Too many, and with too few results", AAN, 20/05/2019, [url](#)

²⁴ UNAMA, "Afghanistan's Fight against Corruption : Groundwork for Peace and Prosperity", 05/2019, [url](#), p. 35

²⁵ Site institutionnel de la MEC, [url](#)

²⁶ SIGAR, "Quarterly Report to the US Congress", 30/01/2018, [url](#), p. 147

²⁷ BJELICA J., "Afghanistan's Anti-Corruption Institutions: Too many, and with too few results", AAN, 20/05/2019, [url](#)

²⁸ *Id.*

²⁹ CLARK K., "Reforming the Afghan Ministry of Interior: A way to 'tilt' the war?", AAN, 09/06/2017, [url](#)

³⁰ UNAMA, "Afghanistan's Fight against Corruption: Groundwork for Peace and Prosperity", 05/2019, [url](#), p. 30

³¹ UNAMA, "Afghanistan's Fight against Corruption: Groundwork for Peace and Prosperity", 05/2019, [url](#), p. 30

La loi contre la corruption de 2018 prévoit l'établissement d'une **Commission anticorruption (Anti-Corruption Commission)**, dont le rôle est de prévenir la corruption, mais aussi d'encadrer le déploiement de la stratégie anticorruption, de sensibiliser l'opinion à ces problèmes, de former des agents spécialisés et de compiler les déclarations de patrimoine des membres du gouvernement et des hauts fonctionnaires. Son mandat lui permet également de porter à la connaissance des autorités compétentes les faits de corruption dont elle pourrait être informée. La Commission peut aussi proposer des mesures législatives contre la corruption et des solutions pour faire reculer ce fléau dans l'administration³². À l'instar d'AAN, l'UNAMA constate que **ses prérogatives empiètent sur celles de plusieurs autres institutions** et déplore cette « incohérence »³³.

Le 4 mars 2018, la fonction de **procureur général adjoint affecté aux affaires anti-corruption (Deputy Attorney General for Anti-Corruption Affairs, DAG-AC)** a été créée par voie législative. Doté d'effectifs importants (plus de 350 agents, sans compter le personnel d'appui), le DAG-AC joue un rôle préventif en étudiant les causes de la criminalité et en proposant des initiatives au gouvernement pour lutter efficacement contre elle – ce qui va bien au-delà des attributions habituelles d'un procureur. Interrogé par AAN, l'ancien DAG-AC semble avoir eu « peu à dire » au sujet du travail accompli par ses services et a surtout souligné l'étendue des missions qui lui sont confiées³⁴. L'UNAMA fait écho à ce constat et affirme que le **périmètre d'action flou** du DAG-AC nuit à la productivité de son personnel³⁵.

1.3.3. Le tribunal anticorruption (ACJC)

Établi par un décret présidentiel de juin 2016, le **tribunal anticorruption (Anti-Corruption Justice Center, ACJC)** a pour missions d'**instruire les affaires de corruption les plus graves** – c'est-à-dire lorsque les sommes en jeu excèdent 5 millions (environ, 55 000€, selon le SIGAR³⁶) ou 10 millions d'afghanis (environ 111 000€, selon AAN) – et, le cas échéant, de lancer des poursuites et de juger les responsables. Il peut s'agir de blanchiment d'argent, de la destruction ou de la vente d'objets historiques, d'exploitation minière illégale ou d'usurpation de terres (le seuil financier est alors ramené à 5 millions d'afghanis, soit 55 000€, précise AAN). Les dossiers portant sur des montants inférieurs continuent d'être jugés par les tribunaux provinciaux ordinaires³⁷.

L'ACJC est également compétent pour **juger les hauts fonctionnaires impliqués dans des scandales de corruption** (ministres-adjoints, généraux, gouverneurs et membres des conseils provinciaux), et ce, quelles que soient les sommes en jeu³⁸. Les ministres devant répondre d'un crime commis dans l'exercice de leurs fonctions ne peuvent être jugés que par un tribunal spécial constitué par la Cour suprême. L'ex-ministre des Télécommunications et des Technologies de l'information, Abdul Razaq Wahidi, a été le premier à être ainsi jugé en mars 2018 – il a été acquitté en décembre suivant. L'UNAMA salue ce « geste historique », mais appelle à une transparence accrue, à travers la publication de la décision finale et des arguments qui la fondent³⁹.

L'ACJC demeure sous le contrôle du procureur général – et non sous celui de son adjoint à la lutte anticorruption, le DAG-AC⁴⁰.

³² BJELICA J., "Afghanistan's Anti-Corruption Institutions : Too many, and with too few results", AAN, 20/05/2019, [url](#)

³³ UNAMA, "Afghanistan's Fight against Corruption : Groundwork for Peace and Prosperity", 05/2019, [url](#), p. 19

³⁴ BJELICA J., "Afghanistan's Anti-Corruption Institutions : Too many, and with too few results", AAN, 20/05/2019, [url](#)

³⁵ UNAMA, "Afghanistan's Fight against Corruption : Groundwork for Peace and Prosperity", 05/2019, [url](#), p. 40

³⁶ SIGAR, "Afghanistan's Anti-Corruption Efforts", 05/2018, [url](#), p. 9

³⁷ BJELICA J., "Afghanistan's Anti-Corruption Institutions : Too many, and with too few results", AAN, 20/05/2019, [url](#)

³⁸ *Id.*

³⁹ UNAMA, "Afghanistan's Fight against Corruption : Groundwork for Peace and Prosperity", 05/2019, [url](#), p. 56

⁴⁰ SIGAR, "Afghanistan's Anti-Corruption Efforts", 05/2018, [url](#), p. 7-8

AAN souligne qu'après le vote et l'adoption de la loi contre la corruption, l'ACJC devrait disposer d'une assise plus solide qu'un simple décret présidentiel et verrait ses pouvoirs en matière d'enquêtes renforcés⁴¹. Pour l'heure, **l'ACJC est en effet relativement fragile : sa création a été l'œuvre des pays donateurs plutôt que celle des autorités afghanes elles-mêmes**⁴². De fait, selon le SIGAR, les locaux, la flotte automobile et les autres équipements de l'ACJC ont été intégralement fournis par la communauté internationale⁴³.

Selon l'UNAMA, à la mi-mai 2019, l'ACJC avait reçu 223 prévenus dans le cadre de 57 affaires. La plupart de ces prévenus – dont 20% ont, d'ailleurs, été jugés *in absentia* – étaient des employés des ministères de l'Intérieur, des Finances et de la Défense, ainsi que des fonctionnaires municipaux⁴⁴. Au cours du second semestre 2018, le nombre d'affaires traitées a clairement diminué, la tendance se confirmant pour ce début 2019 – ce qui coïncide certes avec un renouvellement important des cadres de l'ACJC. L'UNAMA note à cet égard qu'aucun appel à candidatures public n'a précédé la nomination du nouveau procureur général de l'ACJC, Fazel Sultan Safi⁴⁵. En revanche, l'ACJC a fait des progrès en matière de récupération des sommes dues et de dédommagements⁴⁶. Enfin, l'ACJC a récemment renforcé sa collaboration avec Interpol – une coopération tout à fait essentielle, la moitié des mandats d'arrêt non exécutés de ce tribunal concernant des fugitifs étrangers⁴⁷.

1.3.4. La force opérationnelle contre les crimes graves (MCTF)

La **force opérationnelle contre les crimes graves (Major Crimes Task Force, MCTF)** est une unité d'élite affectée aux enquêtes sur les faits de corruption commis par les membres du gouvernement, sur les filières de crime organisé et sur les enlèvements de personnalités en vue⁴⁸. AAN ajoute que, depuis sa création en 2009, la MCTF est conseillée et formée par le *Federal Bureau of Investigation* (FBI), le principal service américain de police judiciaire à l'échelon fédéral⁴⁹.

La MCTF souffre d'une **intégration bancaire dans le cadre institutionnel afghan**. En effet, si elle dépend du ministère de l'Intérieur, selon l'article 134 de la Constitution afghane⁵⁰, elle répond également à la Direction nationale de la sécurité (*National Directorate of Security, NDS*)⁵¹ – lequel dépend directement de la présidence de la République⁵². De plus, en septembre 2018, un décret présidentiel précise le périmètre de la MCTF sans clarifier la façon dont son mandat s'articule avec celui des autres agences dédiées à la lutte anticorruption, ce qui conduit à des doublons⁵³.

De même, la MCTF n'est pas subordonnée au ministre de l'Intérieur lui-même mais à l'une des directions du ministère : la direction des Affaires criminelles. Cela jette un doute sur la priorité absolue que le gouvernement assure accorder à la lutte contre la corruption⁵⁴.

En 2010, alors que la MCTF a procédé à sa première arrestation majeure – un cadre du Conseil de sécurité nationale –, le président Karzaï est intervenu aussitôt pour exiger sa

⁴¹ BJELICA J., "Afghanistan's Anti-Corruption Institutions : Too many, and with too few results", AAN, 20/05/2019, [url](#)

⁴² *Id.*

⁴³ SIGAR, "Afghanistan's Anti-Corruption Efforts: The Afghan Government Has Begun to Implement an Anti-Corruption Strategy, but Significant Problems Must Be Addressed", 05/2018, [url](#), p. 31

⁴⁴ UNAMA, "Afghanistan's Fight against Corruption : Groundwork for Peace and Prosperity", 05/2019, [url](#), p. 49

⁴⁵ *Ibid.*

⁴⁶ *Id.*, p. 50

⁴⁷ SIGAR, "Quarterly Report to the US Congress", 30/04/2019, [url](#), p. 127

⁴⁸ *Id.*, p. 142-3

⁴⁹ BJELICA J., "Afghanistan's Anti-Corruption Institutions : Too many, and with too few results", AAN, 20/05/2019, [url](#)

⁵⁰ SIGAR, "Afghanistan's Anti-Corruption Efforts", 05/2018, [url](#), p. 7-8

⁵¹ UNAMA, "Afghanistan's Fight against Corruption : From Strategies to Implementation", 05/2018, [url](#), p. 34-35

⁵² CLARK K., "New NDS boss – who is he?", AAN, 18/07/2010, [url](#)

⁵³ SIGAR, "Quarterly Report to the US Congress", 30/01/2019, [url](#), p. 138

⁵⁴ UNAMA, "Afghanistan's Fight against Corruption : From Strategies to Implementation", 05/2018, [url](#), p. 34-35

libération. Désavouée, la MCTF a alors vu ses parrains américains se désengager progressivement, ce qui n'a fait que renforcer l'impunité qui règne au sommet de l'État. Depuis, déplore AAN, la MCTF survit dans l'ombre et ne remporte que des victoires modestes⁵⁵. Le *Los Angeles Times*, lui, estime que l'arrivée au pouvoir du président Ghani lui a, au contraire, donné un second souffle⁵⁶.

Selon le Commandement Interallié de Transition - Afghanistan (*Combined Security Transition Command-Afghanistan*, CSTC-A)⁵⁷, le département de la mission de l'OTAN en Afghanistan qui administre les fonds alloués à la sécurité, si les progrès de la MCTF sont incontestables, ils demeurent entravés par le gouvernement afghan. Les hauts fonctionnaires sont, en effet, protégés par leurs supérieurs, qui usent de leur influence politique pour mettre un terme aux enquêtes ou faire obstacle aux mandats d'arrêt. Ainsi, lorsqu'un dossier est porté à la connaissance du MCTF, l'enquêteur désigné dispose de 180 jours pour l'instruire. Le CSTC-A explique que **ce court délai permet aux individus soupçonnés de corruption et dotés de relations haut placées de neutraliser les enquêtes, simplement en les ralentissant**. C'est la raison pour laquelle le CSTC-A aide la MCTF à mieux résister aux ingérences extérieures et à renforcer la justice criminelle afghane⁵⁸.

En novembre 2017, la MCTF comptait environ 58 enquêteurs formés à la lutte anticorruption. Selon le SIGAR, ceux-ci estiment ne pas recevoir le soutien et la protection que doivent leur fournir les autorités pour leur permettre d'agir sans crainte de représailles. En l'état, ils sont réticents à enquêter sur les affaires impliquant de très hauts fonctionnaires, de peur d'être renvoyés, mutés ou emprisonnés⁵⁹. Pour y remédier, le CSTC-A plaide pour que la MCTF reçoive l'appui du Commandement général des unités spéciales de la police (*General Command of Police Special Units*, GCPSU), mieux équipée pour exécuter les mandats d'arrêt visant de hautes personnalités⁶⁰.

Dans des rapports ultérieurs, le SIGAR évoque les faibles compétences des enquêteurs, dont certains ont été nommés au MCTF pour des raisons clientélistes⁶¹, ainsi que le manque de moyens, qui obère l'action de ses agents. De fait, pour la punir d'avoir refusé de confier à l'inspection générale du ministère de l'Intérieur – « notoirement inefficace » – une affaire de détournement de 3,7 millions de dollars (environ 3,3 millions d'euros), celui-ci aurait bloqué la validation du budget de la MCTF⁶².

La MCTF a également pâti du comportement de sa propre direction : licencié en avril 2018, le directeur d'alors n'a fait l'objet d'aucune poursuite, en dépit d'accusations de corruption⁶³. Le Département de la Justice américain fait écho à ces critiques et évoque le **haut degré de corruption prévalant dans la MCTF**⁶⁴.

1.3.5. Le Centre d'analyse des transactions financières (FinTRACA)

Enfin, créé en 2006, le **Centre d'analyse des transactions financières (*Financial Transactions and Reports Analysis Centre of Afghanistan*, FinTRACA)** est l'unité de renseignements financiers de la banque centrale. Il est chargé de surveiller les flux financiers et de prévenir le blanchiment d'argent comme le financement du terrorisme, tout en informant le bureau du procureur général des délits constatés. Contrairement à beaucoup d'autres instances anticorruption, FinTRACA bénéficie d'une assise législative.

⁵⁵ BJELICA J., "Afghanistan's Anti-Corruption Institutions : Too many, and with too few results", AAN, 20/05/2019, [url](#)

⁵⁶ *The LA Times*, "A young corruption investigator is killed in Afghanistan. Why didn't his U.S.-trained agency do more to protect him?", 06/12/2017, [url](#)

⁵⁷ CLARK K., "Reforming the Afghan Ministry of Interior : A way to 'tilt' the war?", AAN, 09/06/2017, [url](#)

⁵⁸ SIGAR, "Quarterly Report to the US Congress", 30/04/2018, [url](#), p. 142-143

⁵⁹ SIGAR, "Quarterly Report to the US Congress", 30/01/2018, [url](#), p. 147

⁶⁰ SIGAR, "Quarterly Report to the US Congress", 30/01/2019, [url](#), p. 138

⁶¹ SIGAR, "Quarterly Report to the US Congress", 30/10/2018, [url](#), p. 128

⁶² SIGAR, "Afghanistan's Anti-Corruption Efforts", 05/2018, [url](#), p. 31

⁶³ UNAMA, "Afghanistan's Fight against Corruption : Groundwork for Peace and Prosperity", 05/2019, [url](#), p. 44

⁶⁴ SIGAR, "Quarterly Report to the US Congress", 30/10/2018, [url](#), p. 128

Selon un rapport de l'institution cité par AAN, en 2018, l'unité a confié 56 affaires aux corps judiciaires compétents⁶⁵. Toutefois, beaucoup de travail reste à accomplir : l'Afghanistan demeure sur la liste noire de l'UE du fait de « défaillances stratégiques » en matière de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme⁶⁶.

1.3.6. Audit

La **Haute Cour des comptes (Supreme Audit Office)** est responsable du contrôle des comptes et des transactions financières de l'État. Dans sa version actuelle, elle existe depuis 2013 et dispose de pouvoirs étendus dont elle ne fait cependant jamais usage, comme le souligne AAN⁶⁷.

2. L'action du ministère de l'Intérieur dans la lutte contre la corruption

2.1. Présentation du ministère

Les corps de sécurité dépendant du ministère de l'Intérieur afghan⁶⁸ sont la police nationale afghane (*Afghan National Police*, ANP), la force spéciale de lutte contre les stupéfiants (*Afghan Special Narcotics Force*, ou *Commando Force 333*), la police antistupéfiants (*Counter Narcotics Police of Afghanistan*) et la direction générale des centres de détention et des prisons (*General Directorate of Prisons and Detention Centers*, GDPDC)⁶⁹.

Si le site web officiel du ministère n'inclut pas dans son périmètre la police locale afghane (*Afghan Local Police*, ALP), le SIGAR rappelle qu'il en a bien la charge. Son financement est toutefois intégralement pris en charge par le Département de la Défense américain. Du reste, ses 28 000 hommes (en 2018) ne sont pas pris en compte dans les effectifs des forces de sécurité afghanes, qui sont plafonnés⁷⁰. Il convient encore de noter qu'en mars 2018, le gouvernement a transféré la force afghane publique de protection (*Afghan Public Protection Force*, APPF) du ministère de l'Intérieur à son homologue de la Défense⁷¹.

D'après les informations transmises par le ministère au Comité mixte de pilotage et d'évaluation de la lutte anticorruption (MEC, cf. *supra*), **en juin 2018, les forces de police comptaient 175 858 employés**, dont 167 443 en activité. Le ministère emploie en outre 6 140 civils, parmi lesquels les cadres supérieurs et intermédiaires⁷². Tous ces employés sont enregistrés sur le *tashkil* (« organisation », en dari), c'est-à-dire la liste officielle utilisée par les ministères de la Défense et de l'Intérieur pour dénombrer le matériel et les effectifs dont dispose chaque unité⁷³.

En termes budgétaires, **le ministère de l'Intérieur est, avec plus de 20 milliards d'afghanis (environ 222 millions d'euros), le mieux doté du gouvernement après ceux de la Défense et de l'Éducation nationale** – le MEC indique à cet égard qu'il représente donc une cible de choix pour les agents corrompus⁷⁴.

⁶⁵ BJELICA J., "Afghanistan's Anti-Corruption Institutions : Too many, and with too few results", AAN, 20/05/2019, [url](#)

⁶⁶ UNAMA, "Afghanistan's Fight against Corruption : Groundwork for Peace and Prosperity", 20/05/2019, [url](#), p. 59

⁶⁷ BJELICA J., "Afghanistan's Anti-Corruption Institutions : Too many, and with too few results", AAN, 20/05/2019, [url](#)

⁶⁸ La dénomination anglaise officielle du ministère semble fluctuante: son site institutionnel utilise indifféremment les appellations "Ministry of Interior" et "Ministry of Interior Affairs".

⁶⁹ MEC, "Ministry-wide vulnerability to corruption assessment of the MOI", 01/2019, [url](#), p. 13

⁷⁰ SIGAR, "Quarterly Report to the US Congress", 30/10/2018, [url](#), p. 101

⁷¹ *TOLOnews*, "PPF Officially Handed Over To Defense Ministry", 21/03/2018, [url](#)

⁷² MEC, "Ministry-wide vulnerability to corruption assessment of the MOI", 01/2019, [url](#), p. 39-40

⁷³ SIGAR, "Quarterly Report to the US Congress", 30/04/2018, [url](#), p. 85

⁷⁴ MEC, "Ministry-wide vulnerability to corruption assessment of the MOI", 01/2019, [url](#), p. 15

En 2013, le département des ressources humaines du ministère a été remanié avec l'appui des autorités britanniques afin de remédier à ses failles les plus criantes⁷⁵. Plus spécifiquement, le département des ressources humaines de la police (*Pizhantoon*) se charge d'attribuer une affectation aux nouvelles recrues, au terme de leur formation. Il s'occupe également des mutations, des promotions, des rétrogradations et du départ à la retraite des membres de la police dont le grade est inférieur à celui de lieutenant⁷⁶.

En janvier 2019, le président Ghani a renforcé le rôle du ministère de l'Intérieur en matière de lutte antistupéfiants, le ministère dédié ayant été dissous par ce même président⁷⁷.

2.2. La cellule de liaison Interpol au ministère de l'Intérieur

D'après son site web, Interpol est représenté à Kaboul – et comme dans tous ses pays-membres – par le **Bureau central national (National Central Bureau, NCB)**, qui vient en appui à la police aux frontières en mutualisant sa vaste base de données et en l'aidant à détecter les flux illégaux de marchandises⁷⁸. Si la composition du NCB varie d'un pays à l'autre, il comprend en général des agents de la police nationale encadrés par des officiers dotés d'une formation poussée⁷⁹.

Fort d'une centaine d'agents, **le NCB afghan est placé sous l'autorité du ministre adjoint aux affaires sécuritaires du ministère de l'Intérieur**. Selon le cabinet de conseil Security Governance Group dans un rapport rédigé pour le Département d'État américain, le « NCB-Kaboul fonctionne bien compte tenu des circonstances dans lesquelles l'ANP est contrainte d'opérer dans le pays »⁸⁰. En janvier 2019, le directeur du NCB était le colonel Ahmad Zia Rashidi⁸¹.

Parmi les précédents ministres adjoints aux affaires sécuritaires du ministère de l'Intérieur figurent le récent ministre de la Défense (2017-2018), Tariq Shah Bahrami – qui n'a occupé ce poste que très brièvement en début d'année 2017⁸² –, le général Murad Ali Murad (avril 2017- mai 2018)⁸³, le général Mohammad Akhtar Ibrahimi (jusqu'en février 2019)⁸⁴ et Khusal Sadat⁸⁵.

En 2016, la base de données d'Interpol a été intégrée dans celle de la police des frontières afghane, afin que celle-ci procède plus efficacement à l'arrestation des criminels sortant ou entrant dans le pays. Le chef d'alors du NCB-Kaboul, le brigadier-général Sayez Afendi, a salué le soutien apporté par Interpol à la police afghane⁸⁶.

Pour autant, le NCB ne semble pas exempt de défaillances. Ainsi, selon un rapport de la MEC publié en 2018 et consacré à l'affaire de la Kabul Bank⁸⁷, le bureau n'a pas requis l'aide de ses homologues étrangers pour arrêter les accusés⁸⁸.

⁷⁵ USIP, "The Afghan National Police in 2015 and Beyond", 05/2014, [url](#), p. 5 et 14

⁷⁶ MEC, "Ministry-wide vulnerability to corruption assessment of the MOI", 01/2019, [url](#), p. 38

⁷⁷ SIGAR, "Quarterly Report to the US Congress", 30/04/2019, [url](#), p. 163

⁷⁸ Site institutionnel d'Interpol, "Page pays : Afghanistan", [url](#)

⁷⁹ Site institutionnel d'Interpol, "Page: National Central Bureaus (NCBs)", [url](#)

⁸⁰ SGG/AREU, "Institutional Mechanisms to Tackle Trafficking in Persons in Afghanistan", 12/2017, [url](#), p. 43-44

⁸¹ Site institutionnel d'Interpol, "Senior Afghan officials discuss crime and terrorism with INTERPOL Chief", 29/01/2019, [url](#)

⁸² *TOLONews*, "A Look Into Life And Career Of Acting Defense Minister", 26/04/2017, [url](#)

⁸³ *Khaama Press*, "General Murad formally introduced as new commander of Kabul Garrison", 23/06/2018, [url](#)

⁸⁴ *Pajhwok Afghan News*, "3 top Interior Ministry officials replaced", 02/02/2019, [url](#)

⁸⁵ *Ariana News*, "Mafia Elements in Mol Undermined Efforts of Afghan Police: Deputy Minister", 18/02/2019, [url](#)

⁸⁶ European Union Special Representative in Kosovo, "Afghan Border Police bolstered by stronger Interpol ties", 12/09/2016, [url](#)

⁸⁷ Entre 2006 et 2010, 900 millions de dollars ont été détournés des caisses de la Kabul Bank, première banque privée du pays à l'époque. Ce scandale, qui éclabousse jusqu'au président Karzaï, est emblématique des dysfonctionnements de l'État afghan en matière de corruption.

⁸⁸ MEC, "Update of the Kabul Bank case", 04/2018, [url](#), p. 4

2.3. Les conséquences d'une corruption endémique

Contrairement à l'Armée nationale afghane (*Afghan National Army, ANA*), qui a été pensée dès sa création comme un corps multiethnique et incluant toutes les factions, l'ANP a aggloméré diverses milices qui avaient repris des pans de territoire aux talibans en 2001. Elle est depuis traversée d'intérêts factieux et criminels. **Cette situation critique a gangréné l'ensemble du ministère de l'Intérieur.** Un officier américain a confié ainsi à AAN : « Au ministère de la Défense, ce sont les contrats qui posent problème. Au ministère de l'Intérieur, tout pose problème. » Le ministère est donc la proie d'une corruption de très grande ampleur, certains de ses agents profitant de leur position avantageuse pour se livrer à de l'extorsion, à la contrebande ou au trafic de drogue⁸⁹. De plus, tandis que l'ANA a été entièrement prise en charge par son homologue américain, l'ANP a été financée par plusieurs États occidentaux qui n'ont pas pu exercer sur elle une pression aussi concertée pour la forcer à se réformer⁹⁰.

2.3.1. Un système de recrutement et de promotion vicié

Ancien ministre de l'Intérieur, Omar Daudzai révèle à AAN que lorsqu'il était en poste, il consacrait une demi-journée par semaine à recevoir les députés, les chefs de guerre, voire des membres du cabinet présidentiel qui venaient réclamer un emploi pour leurs proches ou une faveur pour un membre de leur réseau⁹¹. Ce **clientélisme** est particulièrement patent au niveau provincial. À Herat, selon un membre du service local des ressources humaines, le cabinet du gouverneur impose les nominations : « Des personnes ayant rejoint le ministère de l'Intérieur il y a trois ans sont maintenant colonels. Tout le monde essaie de recruter ses amis.⁹² » Dans son rapport de 2015, Integrity Watch constate que les officiers ayant bénéficié d'une formation professionnelle se trouvent bloqués à des niveaux d'encadrement intermédiaire, quand leurs collègues mieux intégrés dans les réseaux de corruption ou les factions politiques siègent au sommet⁹³.

Par ailleurs, **les généraux – dans l'armée comme dans la police et le NDS – sont nommés par décret présidentiel et ne peuvent être facilement révoqués** : il faut pour cela qu'ils soient impliqués dans une procédure judiciaire, qu'ils soient condamnés à un an de prison au moins ou qu'ils aient épousé un ressortissant étranger. En d'autres termes, lorsqu'un général se révèle incompetent ou se rend coupable de corruption ou d'abus de pouvoir, il est quasiment impossible de l'évincer. De fait, même ceux qui ont été écartés du pouvoir demeurent dans la réserve (*ihtia'at*) et reçoivent à ce titre une solde, une voiture de fonction et des gardes du corps, sans que rien ne les empêche d'intriguer pour retrouver un poste au ministère de l'Intérieur ou y installer un frère ou un fils, afin de conserver les réseaux familiaux et les ressources auxquelles ces positions donnent accès⁹⁴.

Outre ces pratiques clientélistes, **la plupart des postes, même les plus modestes, sont en vente.** Ce phénomène, également attesté dans plusieurs États nés de l'effondrement de l'Union soviétique, est lié à une **conception néopatrimoniale de l'État** : les dirigeants du pays se maintiennent au pouvoir grâce à leur clientèle et aux alliances informelles qu'ils nouent et concrétisent par la redistribution de positions officielles⁹⁵. **Les prix peuvent atteindre cinq à six chiffres s'agissant d'une affectation dans une grande ville ou à fort potentiel lucratif, par exemple dans une région produisant de l'opium ou**

⁸⁹ CLARK K., "Reforming the Afghan Ministry of Interior: A way to 'tilt' the war?", AAN, 09/06/2017, [url](#)

⁹⁰ BIZHAN, N., "Building Legitimacy and State Capacity in Protracted Fragility: The Case of Afghanistan", IGC, 19/04/2018, [url](#), p. 19

⁹¹ CLARK K., "Reforming the Afghan Ministry of Interior: A way to 'tilt' the war?", AAN, 09/06/2017, [url](#)

⁹² MEC, "Ministry-wide vulnerability to corruption assessment of the MOI", 01/2019, [url](#), p. 39

⁹³ Integrity Watch, "Senior Appointments and Corruption with the Afghan MOI : practices and perceptions", 2015, [url](#), p. 26

⁹⁴ CLARK K., "Reforming the Afghan Ministry of Interior: A way to 'tilt' the war?", AAN, 09/06/2017, [url](#)

⁹⁵ ADEL, E., "Understanding and Explaining Corruption: A case study of Afghanistan", Södertörn University, 2016, [url](#), p. 10 et 33

près d'un poste-frontière⁹⁶. En 2015, Integrity Watch a publié le coût des différents postes au ministère de l'Intérieur et dans la police nationale: 50 000 à 200 000 dollars (44 000 à 178 000€) pour devenir chef provincial de la police ; 20 000 à 50 000 dollars (18 000 à 44 000€) pour un chef de police de district ; 200 000 dollars (178 000€) pour le directeur du service des passeports à Kaboul; 100 000 dollars (89 000€) pour la direction d'un département du ministère de l'Intérieur ; enfin, 100 000 dollars (89 000€) pour un poste de commandant à la douane⁹⁷.

Dans cette même étude, Integrity Watch évoque « **un cycle de corruption et d'impunité auquel les officiers de police sont très incités à prendre part pour assurer leurs position actuelle et leur avenir** »⁹⁸. Les conséquences de cet engrenage sont évidentes, ajoute AAN : l'acquéreur d'un poste coûteux se rembourse en participant aux extorsions de fonds ou au trafic de drogue, ou encore en empochant le salaire de policiers-fantômes. Il reverse ensuite cet argent, en une fois ou sous forme de paiement mensuel, à celui qui pourra assurer sa prochaine promotion⁹⁹.

Ce système repose sur des intermédiaires. En 2010, un cadre de la mission de l'OTAN en Afghanistan a décrit une « organisation dédiée à la corruption verticalement intégrée » et a précisé : « Il ne s'agit pas d'une structure classique dans laquelle l'argent irrigue les échelons inférieurs pour acheter leur loyauté : **l'argent circule au contraire des marges vers le sommet, en échange d'une totale impunité pour commettre des crimes** »¹⁰⁰. **Dans ce système qui se perpétue lui-même, tous les acteurs sont interdépendants et n'ont aucune incitation à résister à la corruption**¹⁰¹.

S'agissant des recrutements dans l'ANP, le MEC identifie les problèmes suivants : le trop grand nombre de personnes impliquées dans la procédure, la lenteur de cette même procédure – qui astreint les candidats à se rendre dans les locaux de la police du village, puis du district et de la province, nonobstant l'éventuel danger auquel ces déplacements les exposent¹⁰² –, les erreurs qui émaillent les registres dont dispose le service des ressources humaines de la police, et la tendance à privilégier la quantité à la qualité des recrues, celle-ci se traduisant par le peu d'importance accordé aux compétences minimales théoriquement exigées¹⁰³. Selon une enquête menée en 2015 à travers 27 provinces, seuls 35% des 8 000 policiers interrogés savaient lire et écrire¹⁰⁴.

Le système d'avancement est très particulièrement exposé à la corruption. La demande de promotion émane parfois d'acteurs extérieurs au ministère de l'Intérieur et ne repose sur aucune évaluation fiable¹⁰⁵, celles-ci ne donnant pas lieu à un rapport détaillé et ne s'appuyant sur aucune fiche de poste pouvant servir de référence¹⁰⁶. Le MEC relève que **les promotions « extraordinaires » (fawqulada), censées récompenser des actes de bravoure, sont anormalement majoritaires par rapport aux avancements accordés par la voie ordinaire**¹⁰⁷.

Le MEC s'est également penché sur les retraites des agents de l'ANP et a observé que les dossiers de certains employés avaient disparu et que la législation était régulièrement contournée¹⁰⁸. Par exemple, alors que le départ à la retraite est fixé à l'âge de 65 ans ou au terme de quarante années de services, l'article 49 de la loi sur la police de 2014 permet

⁹⁶ CLARK K., "Reforming the Afghan Ministry of Interior: A way to 'tilt' the war?", AAN, 09/06/2017, [url](#)

⁹⁷ Integrity Watch, "Senior Appointments and Corruption with the Afghan MOI: practices and perceptions", 2015, [url](#), p. 29

⁹⁸ *Id.*, p. 40

⁹⁹ CLARK K., "Reforming the Afghan Ministry of Interior: A way to 'tilt' the war?", AAN, 09/06/2017, [url](#)

¹⁰⁰ CARTER S. & CLARK K., "No Shortcut to Stability", Chatham House, 12/2010, [url](#), p. 11

¹⁰¹ Integrity Watch, "Senior Appointments and Corruption with the Afghan MOI: practices and perceptions", 2015, [url](#), p. 35

¹⁰² MEC, "Ministry-wide vulnerability to corruption assessment of the MOI", 01/2019, [url](#), p. 43

¹⁰³ *Id.*, p. 10-11

¹⁰⁴ *Id.*, p. 44

¹⁰⁵ *Id.*, p. 50-51

¹⁰⁶ *Id.*, p. 10-11

¹⁰⁷ *Id.*, p. 48

¹⁰⁸ *Id.*, p. 10-11

aux membres de l'ANP de continuer d'exercer bien au-delà de ce seuil, ce dont profitent des généraux corrompus ou incompetents pour rester en poste à vie¹⁰⁹.

2.3.2. Une perte d'efficacité sur le terrain

Les pratiques corruptrices évoquées ont de graves conséquences : la police étant, aux côtés des enseignants, le « visage » de l'État dans une grande partie du pays, la légitimité de celui-ci se trouve altérée par les agents qui extorquent de l'argent aux voyageurs ou aux commerçants en échange d'une protection.

Plus concrètement, **la corruption nuit directement à l'action de l'ANP. Elle la prive en effet de munitions, d'équipements, de carburant et même de nourriture**¹¹⁰.

En juin 2018, le *New York Times* a donné un aperçu de l'ampleur prise par les soldes versées à des policiers fictifs : après l'intégration de deux unités de la police afghane dans l'armée, celle-ci a découvert que les effectifs annoncés de ces unités étaient supérieurs de plusieurs milliers à leur nombre d'hommes réel¹¹¹. Du reste, les officiers ayant acheté leur poste se consacrent en général à leur enrichissement, ce qui n'incite guère leurs hommes à faire montre d'ardeur au front. Dans ces conditions, les désertions et les accords que l'ANP peut passer localement avec les talibans pour cesser les combats apparaissent tout à fait rationnels¹¹².

La corruption explique en partie la persistance de points de contrôle statiques, dont l'expérience a montré que, disséminés sur le territoire, ils exposent les quelques policiers qui les occupent à des attaques sans que ceux-ci puissent, par ailleurs, efficacement protéger la population locale ou tenir une zone. Selon un rapport du Département de la Défense américain, ces points de contrôle présentent l'avantage, pour les commandants qui les tiennent, de prélever de l'argent comme à un péage. Il est précisé que le ministère de l'Intérieur s'est révélé peu décidé – ou impuissant – à remédier à cette situation, en dépit des consignes données par l'exécutif¹¹³.

2.3.3. Des défaillances dans l'attribution des marchés publics

Le MEC estime que l'ensemble de la procédure d'attribution des marchés publics est extrêmement sujette à la corruption. Elle explique notamment que les appels d'offres respectent rarement les règles en vigueur et sont élaborés par un personnel faiblement qualifié. Outre que beaucoup de marchés publics font l'économie d'une ouverture à la concurrence, et ce sans la moindre justification, le processus de sélection demeure tout à fait opaque et sujet à toutes les ingérences extérieures. Aucune déclaration de conflit d'intérêt n'est par ailleurs exigée des candidats¹¹⁴.

Selon un rapport de l'UNAMA publié en 2017, la NPC a passé en revue 900 contrats approuvés par le ministère de l'Intérieur et a noté qu'en la matière, rares étaient les contrats conformes la loi et aux bonnes pratiques recommandées¹¹⁵.

2.4. Le plan d'action anticorruption du ministère de l'Intérieur

Le ministère de l'Intérieur répète son attachement à la lutte contre la corruption depuis de nombreuses années : dès 2011, il a adopté un code de bonne conduite conforme aux exigences des Nations unies en la matière et incitant les agents de l'ANP à faire preuve

¹⁰⁹ *Id.*, p. 51

¹¹⁰ *Reuters*, "Desertions deplete Afghan forces, adding to security worries", 18/01/2016, [url](#)

¹¹¹ *The New York Times*, « 30,000 Afghan Police Officers, on Front line of war, are denied pay », 06/06/2018, [url](#)

¹¹² CLARK K., "Reforming the Afghan Ministry of Interior: A way to 'tilt' the war?", AAN, 09/06/2017, [url](#)

¹¹³ US Department of Defense, "Enhancing security and stability in Afghanistan", 06/2016, [url](#), p. 38

¹¹⁴ MEC, "Ministry-wide vulnerability to corruption assessment of the MOI", 01/2019, [url](#), p. 9

¹¹⁵ UNAMA, "Afghanistan's Fight against Corruption : The Other Battlefield", 04/2017, [url](#), p. 28

d'intégrité. Le conseil disciplinaire du ministère de l'Intérieur a été établi à la même époque pour sanctionner les contrevenants à ce code¹¹⁶. En 2015, le ministère a revendiqué son intention de réformer les procédures de marchés publics pour les rendre plus transparentes, notamment en introduisant un système de paiement électronique censé réduire la corruption¹¹⁷. La NPA révoque les responsables des marchés publics au sein du ministère de l'Intérieur et en renouvelle les effectifs, sans toutefois remédier à la corruption puisqu'en début d'année 2017, l'OTAN a repris le contrôle des achats de carburant et de produits pharmaceutiques des ministères de l'Intérieur et de la Défense¹¹⁸.

L'année 2017 marque un tournant dans la lutte contre la corruption au ministère de l'Intérieur. Kate Clark, spécialiste d'AAN, rappelle ainsi qu'en mai, **le président Ghani a décrit le ministère de l'Intérieur comme « le cœur de la corruption qui accable le secteur de la sécurité »** et a annoncé que son objectif principal, cette année-là, était d'y « faire le ménage »¹¹⁹. À la même époque, le général Nicholson, commandant des forces américaines et de l'OTAN en Afghanistan, a jugé la corruption responsable du fort taux de mortalité des troupes placées sous ses ordres¹²⁰.

Ce même mois, treize nominations ont été annoncées au ministère de l'Intérieur. Selon AAN, **l'idée était d'importer des cadres du ministère de la Défense, perçu comme moins corrompu**¹²¹.

En juin 2017, le ministre de l'Intérieur, Taj Mohammad Jahid, a fait écho aux propos du président Ghani et a annoncé l'arrestation de 200 employés de son ministère, dont douze généraux, pour des faits de corruption survenus au cours de l'année écoulée. Il affirmait vouloir porter un coup décisif à ce fléau mais, s'il incriminait le manque de coordination des chefs de service du ministère et l'inefficacité des mécanismes de contrôle actuels, il n'a évoqué aucune mesure concrète¹²².

Plus encore, la confirmation de **Wais Ahmad Barmak** au poste de ministre de l'Intérieur¹²³ par le Parlement afghan en décembre 2017, s'est accompagnée, selon le SIGAR, de « signes encourageants ». Dans les semaines suivant sa nomination, il a annoncé, en effet, un **plan stratégique à horizon quatre ans, comprenant une réorganisation interne du ministère et une réforme de l'ANP**. La lutte contre la corruption (et notamment la prise en compte du mérite individuel dans les promotions) a été érigée en priorité, dans le but d'améliorer les performances globales du ministère¹²⁴.

Dévoilée quelques mois plus tôt, la stratégie nationale anticorruption consacrait son deuxième axe au ministère de l'Intérieur et lui fixait dix buts à atteindre, en coordination avec son homologue de la Défense. Elle insistait sur la source majeure de revenus que constituent les contrats dans le secteur de la sécurité et sur la lutte qui règne au plus haut niveau pour la captation de ces fonds¹²⁵. Paradoxalement, si cette stratégie qualifiait les ministères de l'Intérieur, des Finances et de la Défense de « ministères-piliers », elle ne les considérait pas comme des « ministères prioritaires » et ne leur imposait pas de mettre sur pied des plans de lutte anticorruption¹²⁶.

Ce n'est qu'en février 2018 que le ministère de l'Intérieur a été soumis aux mêmes exigences que les « ministères prioritaires » – le ministère de la Défense, lui, en demeurant exempté. Ce même mois, en présence du « chef de l'exécutif » (*Chief*

¹¹⁶ MEC, "Ministry-wide vulnerability to corruption assessment of the MOI", 01/2019, [url](#), p. 14

¹¹⁷ *Ariana News*, "MOI starts reforms in procurement affairs", 03/12/2015, [url](#)

¹¹⁸ CLARK K., "Reforming the Afghan Ministry of Interior: A way to 'tilt' the war?", AAN, 09/06/2017, [url](#)

¹¹⁹ *Id.*

¹²⁰ US Senate Committee on Armed Services, "Hearing to receive testimony on the situation in Afghanistan", 09/02/2017, [url](#), p. 31

¹²¹ CLARK K., "Reforming the Afghan Ministry of Interior: A way to 'tilt' the war?", AAN, 09/06/2017, [url](#)

¹²² *Pajhwok Afghan News*, "Above 200 MoI officers arrested over corruption: Jahid", 10/06/2017, [url](#)

¹²³ Il occupait déjà ce poste par intérim depuis août 2017.

¹²⁴ SIGAR, "Quarterly Report to the US Congress", 30/01/2018, [url](#), p. 96

¹²⁵ SIGAR, "Afghanistan's Anti-Corruption Efforts", 05/2018, [url](#), p. 6

¹²⁶ *Id.*, p. 17

executive¹²⁷) Abdullah Abdullah, le ministère a dévoilé le plan stratégique annoncé peu avant par M. Barmak¹²⁸. **Il prévoit notamment le départ à la retraite de 2000 officiers supérieurs, 70% des généraux étant concernés par cette mesure**¹²⁹. Le plan stratégique reprend les objectifs du Pacte pour l'Afghanistan et du Plan d'action pour le développement des forces de sécurité afghanes¹³⁰. Dans une première phase, le plan doit être déployé dans les provinces de Kaboul et de Herat, avant d'être étendu au reste du pays dans les quatre ans¹³¹.

Le plan du ministère de l'Intérieur a été approuvé le 14 mai 2018 par le Haut conseil pour l'État de droit et la lutte anticorruption¹³². AAN souligne en 2017 que les États-Unis semblaient prendre ces velléités de réforme plus au sérieux qu'en 2005-2007¹³³.

Les 27 et 28 novembre 2018, la Conférence de Genève sur l'Afghanistan a été l'occasion de passer en revue les objectifs qui devaient être atteints sur la période 2017-2018, afin de mettre à jour le Cadre de responsabilité mutuelle de Genève (*Geneva Mutual Accountability Framework*, GMAF) et de fixer de nouveaux buts pour la période 2019-2020¹³⁴. Il y est largement question du ministère de l'Intérieur : le gouvernement afghan s'est engagé à proposer un plan d'action anticorruption concret et séquencé d'ici juin 2019, plan qui énumère les missions et les responsabilités précises du ministère – entre autres administrations – pour atteindre les objectifs¹³⁵.

De fait, en 2019, la stratégie nationale anticorruption a été remaniée. De nouveaux critères d'évaluation ont été fixés au ministère de l'Intérieur, qui doit les adopter entre mars et décembre 2019. Obligation lui est faite de conduire un audit interne semestriel, d'enregistrer 95% des effectifs de la police nationale de manière biométrique et de payer par virement bancaire au moins 90% de ses agents¹³⁶.

De même, le SIGAR indique que le Département de la Défense américain, par le truchement de la mission de l'OTAN en Afghanistan, accompagne les ministères de l'Intérieur et de la Défense dans le domaine des activités dites « essentielles » (*essential functions*, EF) ayant trait à la lutte anticorruption. Concrètement, le Département forme les équipes du ministère en charge des marchés publics, fournit un appui au service d'audit et contribue au déploiement du nouveau système de paie devant permettre d'éradiquer les « policiers-fantômes »¹³⁷.

De plus, en avril 2018, 99% des postes d'inspecteur général du ministère de l'Intérieur ont bien été pourvus¹³⁸. Cependant, au premier trimestre 2019, le ministre de l'Intérieur par intérim a annoncé le rattachement de l'unité anticorruption de l'inspection générale du ministère à la direction des enquêtes criminelles : le CSTC-A y voit une perte de compétences précieuses et d'effectifs bien formés. Il a ajouté que l'inspection générale ne serait véritablement indépendante que lorsqu'elle rendrait compte directement au ministre et qu'elle disposerait d'un budget propre¹³⁹.

¹²⁷ Titre correspondant au poste de Premier ministre.

¹²⁸ *TOLONews*, "Interior Ministry Issues New Directives for Police", 27/12/2018, [url](#)

¹²⁹ *Ariana News*, « President Ghani approves retirement of over 140 MOI generals », 29/05/2018, [url](#)

¹³⁰ SIGAR, "Quarterly Report to the US Congress", 30/01/2018, [url](#), p. 93

¹³¹ *TOLONews*, "Interior Ministry Issues New Directives for Police", 27/12/2018, [url](#)

¹³² SIGAR, "Afghanistan's Anti-Corruption Efforts", 05/2018, [url](#), p. 6

¹³³ CLARK K., "Reforming the Afghan Ministry of Interior: A way to 'tilt' the war?", AAN, 09/06/2017, [url](#)

¹³⁴ UNAMA, "Geneva Mutual Accountability Framework (GMAF)", 28/11/2018, [url](#)

¹³⁵ UNAMA, "Afghanistan's Fight against Corruption : Groundwork for Peace and Prosperity", 05/2019, [url](#), p. 10

¹³⁶ UNAMA, "Afghanistan's Fight against Corruption : Groundwork for Peace and Prosperity", 05/2019, [url](#), p. 43

¹³⁷ SIGAR, "Afghanistan's Anti-Corruption Efforts", 05/2018, [url](#), p. 11

¹³⁸ SIGAR, "Quarterly Report to the US Congress", 30/04/2018, [url](#), p. 94

¹³⁹ SIGAR, "Quarterly Report to the US Congress", 30/04/2019, [url](#), p. 129

3. Les effets d'une réforme encore récente sur le ministère de l'Intérieur

3.1. Un volontarisme revendiqué

3.1.1. Une vague d'arrestations et de poursuites

À titre liminaire, il convient de préciser qu'à quelques exceptions près, le compte Twitter officiel du ministère de l'Intérieur n'informe pas ses abonnés des mouvements internes de son personnel. Il communique d'autant moins sur les faits de corruption ayant pu justifier le limogeage ou la mutation d'un haut fonctionnaire¹⁴⁰. En outre, il est parfois difficile de déterminer si les condamnations prononcées l'ont été au titre de la réforme anticorruption ou de poursuites engagées antérieurement. Les sources peuvent également être lacunaires quant à l'effectivité des peines ou à leur éventuelle réduction en appel.

En janvier 2017, l'ACJC a condamné à douze ans d'emprisonnement pour des faits de corruption le **général Abdul Wasey Raofi**, responsable du contrôle qualité au département des marchés publics du ministère de l'Intérieur¹⁴¹. Plus généralement, en 2017, sur 142 personnes mises en accusation par l'ACJC, 47 étaient d'anciens ou d'actuels agents du ministère de l'Intérieur, ce qui en fait l'administration de loin la mieux représentée¹⁴².

En **février 2018**, Zia Kohistan, chef du département des enquêtes au ministère de l'Intérieur, a annoncé qu'au terme d'une enquête portant sur 540 cas de vol d'armes et d'argent, il a saisi le procureur général au sujet de 158 membres de la police (dont 4 généraux, 90 agents de police, 52 sergents et six employés civils du ministère), dans le cadre de détournement de fonds, d'abus de pouvoir et de corruption. Il a ajouté que 130 autres agents du ministère impliqués dans ces mêmes affaires ont été licenciés, suspendus ou sujets à un avertissement¹⁴³.

En **avril 2018**, sur signalement de la présidence de la République, le procureur général s'est saisi du cas du chef de la MCTF (une unité du ministère de l'Intérieur, cf. *supra*), Abdul Ghaiur Andarabi, soupçonné d'abus d'autorité et de faits de corruption. Il lui serait reproché de n'intervenir qu'avec réticence dans les affaires de corruption et de pots-de-vin portées à sa connaissance. Le ministère de l'Intérieur ne fournit aucun détail supplémentaire¹⁴⁴.

Au cours du **troisième trimestre 2018**, l'ACJC a condamné à la prison six cadres supérieurs du ministère de l'Intérieur, pour abus d'autorité, détournement de fonds et fraude¹⁴⁵. Le **major-général Mohammad Anwar Kohistani**, accusé d'avoir détourné 109 millions d'afghanis (environ 1,2 million d'euros) du fonds coopératif réservé à la police, a été sanctionné notamment par une peine de onze ans d'emprisonnement, ramenée en appel à neuf ans et trois mois, assortie d'une amende d'environ 10 millions de dollars (environ 8,9 millions d'euros). L'un de ses complices, **adjoint au ministre de l'Intérieur, Ghulam Ali Wahadat**, a été condamné à trois ans d'emprisonnement, puis a été acquitté en appel¹⁴⁶. Selon le Département de la Justice américain, ce cas illustre la capacité du procureur général à agir efficacement lorsqu'il jouit du soutien du sommet de l'État¹⁴⁷.

En **octobre 2018**, l'ACJC a condamné trois anciens cadres du ministère de l'Intérieur à huit ans d'emprisonnement chacun pour abus d'autorité, dans le cadre de **l'incendie criminel de 307 véhicules des forces armées internationales** en 2014. Il s'agit du major-général Abdul Razzaq Ameri, chef des opérations et chef adjoint de la force de

¹⁴⁰ Compte officiel du ministère de l'Intérieur, [url](#) (publications vérifiées depuis janvier 2018)

¹⁴¹ MEC, "Quarterly Report - April 2017", 05/2017, [url](#), p. 5

¹⁴² UNAMA, "Afghanistan's Fight Against Corruption : From Strategies to Implementation", 05/2018, [url](#), p. 38

¹⁴³ *Pajhwok Afghan News*, "Generals among 158 police officials being prosecuted", 13/02/2018, [url](#)

¹⁴⁴ *Pajhwok Afghan News*, "Senior MOI official referred to AGO over power abuse", 29/04/2018, [url](#) ; *Khaama Press*, "Ghani introduces top interior ministry official to Attorney General's Office", 11/02/2018, [url](#)

¹⁴⁵ MEC, "Quarterly Report - July-Sept 2018", 12/2018, [url](#), p. 21

¹⁴⁶ SIGAR, "Quarterly Report to the US Congress", 30/01/2019, [url](#), p. 134

¹⁴⁷ *Id.*

protection de l'ordre (*Public Order Police*, POP), du colonel Atta Mohammad Rokai, responsable de la supervision et de la planification au sein de la POP, et de Waheedullah Rahel, directeur financier de la POP. En revanche, quatre autres cadres, le colonel Mohammad Hashim, délégué aux projets non gouvernementaux, le colonel Sher Mohammad, le lieutenant Noor Mohammad et M. Emal Shinwari, ont été relaxés¹⁴⁸.

Selon le plus récent rapport du MEC, portant sur le **dernier trimestre 2018**, l'ACJC a condamné au moins sept agents du ministère de l'Intérieur, dont trois de haut rang, à des peines de prison allant jusqu'à huit ans pour corruption et abus d'autorité. De même, six employés du ministère, au nombre desquels l'ancien chef de la police des frontières à l'aéroport de Kandahar, ont été condamnés pour blanchiment d'argent. Le MEC s'inquiète toutefois des raisons qui empêchent l'ACJC d'entreprendre des actions de plus grande ampleur¹⁴⁹.

En **fin d'année 2018**, le CSTC-A salue l'action de l'ACJC et rappelle l'aide qu'il a apportée à la Cour dans l'arrestation du **colonel Abdul Hamid**, ancien chef du GCPSU, les forces spéciales de la police, à sept ans et six mois de prison dans le cadre d'une fraude de 80 000 dollars (environ 71 000 euros)¹⁵⁰.

Enfin, **le 30 mai 2019**, les services du procureur général ont annoncé l'arrestation de 22 personnes – la plupart étant des cadres du ministère de l'Intérieur – dans le cadre d'une affaire de détournement de 600 millions d'afghanis (environ 6,7 millions d'euros). Le média afghan *TOLOnews* a précisé que huit des prévenus sont frappés d'une interdiction de quitter le territoire et a cité parmi eux Haris Siraj et Mirways Janbaz, chefs par intérim du département logistique du ministère, ainsi que Nasir Zaid, chef du service financier¹⁵¹.

3.1.2. Une gestion plus attentive des ressources humaines

En janvier 2018, le CSTC-A a annoncé qu'au cours de l'année précédente, les ministères de l'Intérieur et de la Défense avaient atteint 194 des 198 objectifs qui leur avaient été fixés. L'action du ministre Wais Ahmad Barmak a été saluée, ainsi que celle de cinq des huit nouveaux chefs de zone de la police nationale¹⁵².

Entre 2014 et 2017, soit avant même la mise en œuvre de la stratégie nationale anticorruption, le président Ghani a mis à la retraite 150 généraux des ministères de l'Intérieur, de la Défense et des services de renseignements, qui s'étaient maintenus en fonction après avoir dépassé l'âge légal¹⁵³. Par ailleurs, en mai 2018, le président Ghani a ordonné la mise à la retraite de 140 généraux de réserve. **Certains analystes politiques s'inquiètent des critères retenus, l'appartenance ethnique et les sympathies politiques ayant pu être prépondérantes**¹⁵⁴. D'après le SIGAR, en avril 2018, la dernière vague des 3 000 départs à la retraite prévus dans l'encadrement supérieur des ministères de l'Intérieur et de la Défense devait survenir d'ici janvier 2019¹⁵⁵. Au cours du dernier trimestre 2018, le CSTC-A recense 1 021 personnes mises à la retraite au ministère de l'Intérieur, sans qu'il dispose des informations lui permettant de savoir s'il s'agit bien de personnes soupçonnées de corruption¹⁵⁶.

Il est prévu que l'OTAN vienne en aide au gouvernement dans la procédure de sélection des candidats aux postes de haut rang, tant au ministère de l'Intérieur qu'à celui de la Défense, en vérifiant leurs données personnelles, en formulant des observations et en

¹⁴⁸ *Pajhwok Afghan News*, "3 former MOI officials sentenced to 8 years in jail", 09/10/2018, [url](#)

¹⁴⁹ MEC, "Quarterly Report - Oct-Dec 2018", 02/2019, [url](#), p. 22

¹⁵⁰ SIGAR, "Quarterly Report to the US Congress", 30/04/2019, [url](#), p. 127

¹⁵¹ *TOLOnews*, "AGO Slaps Travel Ban On Eight Mol Officials Over Graft Case", 30/05/2019, [url](#)

¹⁵² SIGAR, "Quarterly Report to the US Congress", 30/04/2018, [url](#), p. 97

¹⁵³ CLARK K., "Reforming the Afghan Ministry of Interior: A way to 'tilt' the war?", AAN, 09/06/2017, [url](#)

¹⁵⁴ *Ariana News*, "President Ghani approves retirement of over 140 MOI generals", 29/05/2018, [url](#)

¹⁵⁵ SIGAR, "Quarterly Report to the US Congress", 30/04/2018, [url](#), p. 142

¹⁵⁶ SIGAR, "Quarterly Report to the US Congress", 30/01/2019, [url](#), p. 135

garantissant la transparence et l'équité de la procédure¹⁵⁷. À cet égard, des progrès sont relevés dans l'élaboration de la planification annuelle des recrutements¹⁵⁸. Depuis 2018, le ministère de l'Intérieur s'appuie sur un programme financé par le Département d'État américain, le **Justice Sector Support Program (JSSP)**¹⁵⁹. Au cours du premier trimestre 2019, il lui a permis de mener des enquêtes sur 9 000 candidats à des postes dans la fonction publique et de découvrir que 200 d'entre eux présentaient des antécédents criminels¹⁶⁰.

Un problème central demeure en effet l'absence d'informations fiables quant au personnel du ministère, tant militaire que civil. Un vaste inventaire a donc été récemment entrepris pour vérifier les données disponibles – à savoir le niveau d'éducation, la date d'affectation, l'expérience professionnelle accumulée et les récompenses obtenues. Ces informations personnelles sont vouées à être intégrées au système de paie national, l'*Afghan Personnel Pay System* (APPS), qui inclut par ailleurs une identification biométrique de chaque agent. En mai 2019, l'UNAMA avance le chiffre de 112 599 policiers ayant livré leurs données biométriques¹⁶¹.

Depuis le 1^{er} janvier 2017, afin d'éviter l'évaporation des fonds américains et de lutter contre le fléau des « policiers-fantômes », la LOTFA¹⁶² annonce ne plus verser leur salaire qu'aux individus enregistrés sur le *tashkil*, pour s'assurer qu'il ne s'agit pas de « policiers-fantômes »¹⁶³. D'après des informations concordantes du *New York Times*, qui cite le chef du département du budget du ministère, 30 000 policiers ont ainsi cessé d'être payés en mars 2018¹⁶⁴.

D'après l'UNAMA, **au terme de l'année 2018, 91% des membres de l'ANP sont désormais payés par virement bancaire et 2,5% sur leur téléphone portable. La police pénitentiaire est totalement bancarisée¹⁶⁵.** Cité par le SIGAR en janvier 2019, le CSTC-A confirme qu'après plusieurs retards, les ministères de l'Intérieur et de la Défense afghans sont à présent pleinement opérationnels du point de vue de la gestion informatique du versement des salaires. Il précise toutefois que ni l'armée ni la police nationales n'ont enregistré la totalité de leurs agents dans ce logiciel – l'ANP n'atteint ainsi que 60,9% en décembre 2018¹⁶⁶ et 69% trois mois plus tard¹⁶⁷. Ces chiffres semblent contredire ceux publiés par ce même SIGAR en avril 2018, qui affirmait alors que le ministère de l'Intérieur avait intégré 95% des effectifs de la police dans le logiciel de paie¹⁶⁸.

En **mars 2019**, le ministre adjoint aux affaires sécuritaires du ministère de l'Intérieur, le brigadier-général Khusal Sadat, cité par *Pajhwok Afghan News*, a annoncé le **lancement d'une campagne contre la corruption, les agents insuffisamment qualifiés devant être licenciés et remplacés par des employés au mérite et au professionnalisme reconnus. Le but est de « renforcer la confiance du public envers la police »¹⁶⁹.** Déjà, en février 2018, le ministère avait déclaré que 400 agents de police et 36 supérieurs de Kaboul passeraient une évaluation écrite afin d'avoir une idée claire de leurs compétences et de leur accorder une promotion le cas échéant. Les candidats échouant au test devaient être affectés dans d'autres provinces que celle de Kaboul¹⁷⁰.

¹⁵⁷ SIGAR, "Quarterly Report to the US Congress", 30/04/2018, [url](#), p. 142

¹⁵⁸ *Id.*, p. 92-93

¹⁵⁹ TetraTech, "Afghanistan Justice Sector Support Program", [url](#)

¹⁶⁰ SIGAR, "Quarterly Report to the US Congress", 30/04/2019, [url](#), p. 125

¹⁶¹ UNAMA, "Afghanistan's Fight against Corruption : Groundwork for Peace and Prosperity", 05/2019, [url](#), p. 43

¹⁶² Administré par le Fonds des Nations unies pour le Développement, le Law and Order Trust Fund (LOTFA) distribue depuis 2002 l'argent des donateurs internationaux au ministère des Finances afghan et s'occupe notamment du financement de l'ANP. Voir aussi : Fonds des Nations unies pour le Développement, "Law and Order Trust Fund (LOTFA)", [url](#)

¹⁶³ SIGAR, "Quarterly Report to the US Congress", 30/01/2018, [url](#), p. 98

¹⁶⁴ *The New York Times*, "30,000 Afghan Police Officers, on Front line of war, are denied pay", 06/06/2018, [url](#)

¹⁶⁵ UNAMA, "Afghanistan's Fight against Corruption : Groundwork for Peace and Prosperity", 05/2019, [url](#), p. 43

¹⁶⁶ SIGAR, "Quarterly Report to the US Congress", 30/01/2019, [url](#), p. 82

¹⁶⁷ SIGAR, "Quarterly Report to the US Congress", 30/04/2019, [url](#), p. 86

¹⁶⁸ SIGAR, "Quarterly Report to the US Congress", 30/04/2018, [url](#), p. 92-93

¹⁶⁹ *Pajhwok Afghan News*, "Criminals, corrupt elements to face stricter actions: Mol", 03/03/2019, [url](#)

¹⁷⁰ *Pajhwok Afghan News*, "400 police officers appear in MOI exam", 07/02/2018, [url](#)

Enfin, en janvier 2019, les données sur le patrimoine de 178 des 182 cadres supérieurs du ministère de l'Intérieur ont bien été collectées¹⁷¹.

3.1.3. Des progrès modestes en matière de transparence et de gestion

En mai 2018, l'UNAMA a salué les progrès accomplis par le gouvernement en matière de transparence des marchés publics, qu'il a érigés en priorité¹⁷². Cité par le SIGAR à la même période, le CSTC-A a confirmé que les instances afghanes chargées du contrôle des marchés publics ont renforcé la supervision des contrats passés par les ministères de l'Intérieur et de la Défense¹⁷³.

Malgré tout, le MEC, qui a enquêté tant au siège du ministère de l'Intérieur que dans ses antennes provinciales à Balkh et Herat, estime que **les contrats passés par le ministère demeurent très vulnérables à la corruption**, en particulier ceux ayant trait à l'approvisionnement en nourriture, aux armes et aux munitions, aux véhicules, aux fournitures de bureau et aux services de maintenance. L'une des toutes premières mesures a consisté à remplacer les officiers militaires qui se trouvaient à la tête de la direction des marchés publics par des civils. Cette direction a ensuite été restructurée et 55 postes y ont été créés, afin d'accélérer le traitement des dossiers en souffrance, qui suscitaient le mécontentement des prestataires. Le MEC précise que les militaires évincés ont refusé de restituer les dossiers papier à leurs successeurs et ont effacé le contenu du disque dur de la direction, en sorte qu'il n'a pas été possible de déterminer sur quels critères les marchés avaient été attribués ni si le paiement avait bien été effectué¹⁷⁴.

En novembre 2018, le CSTC-A accorde 420 000 dollars (environ 372 000 euros) au ministère de l'Intérieur pour le récompenser des progrès qu'il a accomplis du point de vue de la rationalisation des locaux, de l'ajustement des effectifs et des équipements aux besoins, ou encore du suivi des policiers malades, blessés ou tués au combat. Toutefois, le ministère a subi 720 000 dollars (environ 639 000 euros) de pénalités financières pour avoir échoué à atteindre d'autres de ses objectifs, ceux-là ayant plus directement trait à la corruption, à savoir l'incapacité des services logistiques à fournir un inventaire des armes et du parc automobile et la lenteur de la réforme du système d'avancement au mérite¹⁷⁵.

En 2019, le ministre de l'Intérieur a signé un protocole d'accord avec FinTRACA en vue d'un meilleur échange de renseignements en matière de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme. FinTRACA forme, par ailleurs, des agents du ministère aux techniques d'enquête sur les crimes financiers¹⁷⁶.

3.2. Une réforme résolument insuffisante

3.2.1. Des solutions techniques à un problème avant tout politique

En mai 2019, Nasir Timori, chercheur pour Integrity Watch Afghanistan, a déclaré à *TOLONews* : « Le problème, au ministère de l'Intérieur, ne se limite pas à une ou dix affaires de corruption. Il est question de centaines et de milliers de cas qui impliquent les cadres du ministère, mais aussi des gens de l'extérieur.¹⁷⁷ » Ce sombre constat fait écho aux conclusions des rapports publiés depuis 2007 et qui sont unanimes quant à la difficulté de réformer le ministère de l'Intérieur¹⁷⁸.

¹⁷¹ SIGAR, "Quarterly Report to the US Congress", 30/01/2019, [url](#), p. 136-137

¹⁷² UNAMA, "Afghanistan's Fight against corruption – From Strategies to Implementation", 05/2018, [url](#), p. 27

¹⁷³ SIGAR, "Quarterly Report to the US Congress", 30/04/2018, [url](#), p. 143

¹⁷⁴ MEC, "Ministry-wide vulnerability to corruption assessment of the MOI", 01/2019, [url](#), p. 22-23

¹⁷⁵ SIGAR, "Quarterly Report to the US Congress", 30/01/2019, [url](#), p. 114

¹⁷⁶ UNAMA, "Afghanistan's Fight against Corruption : Groundwork for Peace and Prosperity", 05/2019, [url](#), p. 58

¹⁷⁷ *TOLONews*, "AGO Slaps Travel Ban On Eight MoI Officials Over Graft Case", 30/05/2019, [url](#)

¹⁷⁸ CLARK K., "Reforming the Afghan Ministry of Interior: a way to "tilt" the war?", AAN, 09/06/2017, [url](#)

Dès l'annonce d'un plan de lutte contre la corruption au ministère de l'Intérieur, Kate Clark, d'AAN, prévient que **les réformes techniques sont certes importantes mais ne changent rien au problème politique et structurel que constitue la possibilité d'acheter ou de vendre la plupart des postes**. Le précédent de la réforme « Pay and Rank » (2005-2007), qui incluait une procédure de recrutement plus rigoureuse et une hausse des salaires, en apporte la preuve. Elle n'a en effet fonctionné qu'avec l'aide de la volonté politique du ministère, des donateurs internationaux et de l'UNAMA, et grâce à la pression exercée sur le président Karzaï par la communauté internationale – et ce, en dépit des réticences américaines. Au fil des années, ces pressions se sont atténuées et le bénéfice de cette réforme, à laquelle le président Karzaï n'était que peu attaché, a été perdu¹⁷⁹.

Kate Clark relève encore que **le conflit à la tête de l'État, entre le président Ghani et le chef de l'exécutif Abdullah, a ralenti le recrutement de cadres de haut niveau et a davantage encore politisé ces nominations, fruits d'arbitrages ethniques et factionnels plus que de compétences**. Or les bailleurs de fonds internationaux hésitent désormais à faire immixtion dans les procédures de nominations au ministère de l'Intérieur, de peur d'être accusés de s'ingérer dans les affaires d'un pays souverain, bien qu'ils le financent largement. Par conséquent, ces États connaissent aujourd'hui moins bien le sommet du ministère de l'Intérieur qu'au cours de la décennie précédente¹⁸⁰.

De manière cohérente, en avril 2019, le CSTC-A a estimé que **le principal défi qui se pose au ministère de l'Intérieur en matière de lutte anticorruption est l'instabilité qui règne à son sommet**¹⁸¹. En effet, en août 2018, le président Ghani a refusé la démission du ministre de l'Intérieur Wais Ahmad Barmak¹⁸², mais, en décembre suivant, il l'a remplacé par **Amrullah Saleh**, ancien chef des services renseignements afghans et ex-ministre aux Réformes du secteur de la sécurité¹⁸³. Le 11 février 2019, Amrullah Saleh ayant rejoint l'équipe préparant la campagne électorale du président Ghani, le **major-général Massoud Andarabi** a été nommé ministre de l'Intérieur par intérim¹⁸⁴. La communauté internationale ne dispose donc pas d'un ministre de plein exercice qu'elle pourrait sommer de s'en prendre plus énergiquement aux cadres corrompus du ministère. Du reste, **en l'absence d'une direction stable, les agents de niveau intermédiaire hésitent à lancer des poursuites contre des personnalités plus puissantes qu'eux**¹⁸⁵.

Un haut fonctionnaire confie notamment à AAN qu'il croit peu à la réussite d'une réforme anticorruption, au vu du **renforcement des réseaux mafieux au sein du ministère**. La police est ainsi souvent utilisée pour amasser un « butin de guerre » permettant ensuite de financer les campagnes électorales ou de fausser le résultat de ces élections¹⁸⁶. La période électorale actuelle semble donc peu se prêter à une telle réforme : le CSTC-A a notamment constaté, au cours de la campagne ayant précédé le scrutin d'octobre 2018, le rôle des candidats à des postes de pouvoir dans la corruption des forces de sécurité afghanes¹⁸⁷.

De plus, en dépit des avancées énumérées plus haut, le ministère de l'Intérieur souffre encore de faiblesses criantes. Parmi celles-ci, le MEC a relevé, en janvier 2019, un mécanisme de prise de décision trop long, trop complexe et fondé sur des critères inadéquats, une certaine indifférence aux tentatives de régulation, et des interférences

¹⁷⁹ *Id.*

¹⁸⁰ CLARK K., "Reforming the Afghan Ministry of Interior: a way to "tilt" the war?", AAN, 09/06/2017, [url](#)

¹⁸¹ SIGAR, "Quarterly Report to the US Congress", 30/04/2019, [url](#), p. 129

¹⁸² *The Defense Post*, "Afghanistan president replaces defense and interior ministers in surprise shake-up", 23/12/2018, [url](#)

¹⁸³ *TOLONews*, "Ghani nominates new heads for Defense, Interior ministries", 23/12/2018, [url](#)

¹⁸⁴ *TOLONews*, "MEC warns of corruption vulnerabilities in Interior ministry", 26/02/2019, [url](#)

¹⁸⁵ SIGAR, "Quarterly Report to the US Congress", 30/04/2019, [url](#), p. 129

¹⁸⁶ CLARK K., "Reforming the Afghan Ministry of Interior: a way to "tilt" the war?", AAN, 09/06/2017, [url](#)

¹⁸⁷ SIGAR, "Quarterly Report to the US Congress", 30/01/2019, [url](#), p. 136

extérieures récurrentes¹⁸⁸. De même, en octobre 2018, et malgré les avancées du ministère en termes d'enregistrement de ses agents dans le logiciel de paie de la fonction publique, le CSTC-A émet des doutes quant à l'opportunité de lui confier le versement des salaires et s'en tient à indiquer qu'il réévaluera sa position¹⁸⁹.

Du reste, souligne AAN, le gouvernement afghan espérait vraisemblablement que l'urgence de la menace talibane, après le retrait d'une majorité des troupes étrangères en 2014, inciterait les fonctionnaires du ministère de l'Intérieur coupables de corruption à rentrer dans le rang. Tel n'a toutefois pas été le cas, et **il est permis de penser que la situation ne s'améliorera pas tant que le parrain américain continuera de financer l'État afghan**¹⁹⁰.

3.2.2. Une défaillance générale des instances de lutte anticorruption

Les multiples agences de lutte anticorruption ne forment pas un système cohérent et efficace, et ce en dépit de réels progrès par ailleurs. Jelena Bjelica, experte auprès d'AAN, estime que leur nombre « déconcertant » et les fréquents changements à leur tête sont de nature à éveiller le soupçon : **dans un État rentier, ces agences anticorruption peuvent paradoxalement être instrumentalisées à des fins clientélistes**¹⁹¹. Elles souffrent également d'un socle légal fragile, de ressources et d'effectifs limités ainsi que d'une coordination insuffisante, qui aboutit à des doublons et des périmètres d'action empiétant les uns sur les autres¹⁹². Quant à leur manque d'indépendance, il est la conséquence du caractère hypercentralisé de l'État afghan, qui devait à l'origine lui permettre de contraindre les potentats provinciaux à se soumettre à lui. Les donateurs internationaux préfèrent également avoir un interlocuteur unique à Kaboul à qui verser les fonds, ce qui accroît, par ailleurs, les risques de détournements¹⁹³.

Dans son dernier rapport, **en février 2019, le MEC indique que la corruption continue de sévir au ministère de l'Intérieur, tant en matière de ressources humaines, de logistique que de marchés publics** – sans toutefois fournir de chiffres ou d'exemples spécifiques à l'appui de ces vulnérabilités identifiées¹⁹⁴. Le comité juge les efforts entrepris insuffisants pour remédier à ce fléau.

En outre, **les efforts de la justice se heurtent à des résistances au sein même du ministère de l'Intérieur**. Selon le SIGAR, la MCTF – l'unité du ministère en charge de la lutte anticorruption, *cf. supra* – ne dispose que de revolvers et de quelques fusils d'assaut, les véhicules blindés étant réservés aux officiers supérieurs. Ce modeste arsenal ne lui permet pas de procéder à certaines arrestations – le rapport cite ainsi un ancien général du ministère, jugé coupable de corruption par l'ACJC *in absentia*, mais qui vit encore sereinement à Kaboul, protégé par des gardes du corps mieux armés que les hommes de la MCTF. **De manière générale, le gouvernement afghan semble peu enclin à intervenir contre les personnalités bénéficiant d'un haut niveau de protection**¹⁹⁵.

Ainsi, en novembre 2018, le porte-parole du procureur général a demandé à la police de procéder à l'arrestation de 7 700 personnes condamnées et visées par des mandats d'arrêt. Plusieurs cadres du ministère de l'Intérieur figuraient parmi ces individus: Ezmarai Paikan, ancien commandant de la Force afghane publique de protection (*Afghan Public Protection Force*, APPF), condamné à huit ans d'emprisonnement, Murtaza Rahimi, ex-ministre adjoint

¹⁸⁸ MEC, "Ministry-wide vulnerability to corruption assessment of the MOI", 01/2019, [url](#), p. 71

¹⁸⁹ SIGAR, "Quarterly Report to the US Congress", 30/10/2018, [url](#), p. 117

¹⁹⁰ CLARK K., "Reforming the Afghan Ministry of Interior: a way to "tilt" the war?", AAN, 09/06/2017, [url](#)

¹⁹¹ BJELICA J., "Afghanistan' Anti-Corruption Institutions : Too many, and with too few results", AAN, 20/05/2019, [url](#)

¹⁹² Transparency International, "Policy, SDGs and Fighting Corruption for the People: A Civil Society Report on Afghanistan's Sustainable Development Goals", 08/03/2018, [url](#), p. 3

¹⁹³ BIZHAN, N., "Building Legitimacy and State Capacity in Protracted Fragility: The Case of Afghanistan", IGC, 19/04/2018, [url](#), p. 20

¹⁹⁴ *TOLOnews*, "MEC warns of corruption vulnerabilities in Interior ministry", 26/02/2019, [url](#)

¹⁹⁵ SIGAR, "Afghanistan's Anti-Corruption Efforts", 05/2018, [url](#), p. 34

responsable de la maintenance, et Nawidullah Bakhshi, ancien chef du département des marchés publics du ministère, condamnés chacun à trois ans d'emprisonnement¹⁹⁶. Si le ministre de l'Intérieur assure que la totalité de ces personnes seront bien arrêtées, le SIGAR rapporte que l'année précédente, **il s'était avéré incapable de forcer l'un de ses anciens généraux et chef de la Police nationale de l'ordre civil afghane (Afghanistan National Civil Order Police, ANCOP), Zemarai Paikan, à se présenter à son procès. Condamné à cinq ans d'emprisonnement par contumace (in absentia) pour meurtre et abus de pouvoir, il n'a jamais été incarcéré, sans que le ministère de l'Intérieur ne puisse l'expliquer.** Il continue ainsi de vivre en toute quiétude¹⁹⁷.

Au cours du deuxième trimestre 2018, rapporte le SIGAR, l'ACJC a entendu en appel trois officiers de police accusés d'avoir permis la libération de deux suspects dans une affaire de meurtre. Le flou demeure quant à la situation de l'un d'eux, un lieutenant-général et ancien commandant de la zone couvrant Herat, Badghis, Ghor et Farah, condamné à trois ans d'emprisonnement : il se trouverait en Inde pour raisons médicales, avec l'accord du ministère de l'Intérieur, ou bien à Kaboul, où il aurait même participé à des réunions au ministère – quoi qu'il en soit, conclut le CSTC-A, le gouvernement n'a pas pris de mesure pour le faire arrêter¹⁹⁸.

De façon similaire, sollicitée à cinq reprises par le procureur général pour procéder à l'arrestation d'un ancien gouverneur de Herat, en 2018, la MCTF, qui dépend du ministère de l'Intérieur, n'a pas donné suite. Le 5 mai 2019, il a été jugé coupable par l'ACJC et condamné à plus d'un an d'emprisonnement¹⁹⁹. L'UNAMA conclut que de telles défaillances ne font que discréditer l'autorité de la justice²⁰⁰.

Le nombre toujours faible de procès de grande envergure indique que les coupables de corruption agissent encore sans crainte et que la volonté politique affichée en 2016 et 2017 s'est depuis vraisemblablement évaporée. Or, en pleine année électorale, il est peu plausible que des affaires de corruption de grande envergure soient jugées²⁰¹.

À supposer que des condamnations soient bien prononcées, **la question des mandats d'arrêt non exécutés demeure un problème central, et une source d'inquiétude majeure** pour l'ambassade américaine, et ce en dépit d'interventions directes auprès de l'adjoint aux affaires sécuritaires du ministère de l'Intérieur²⁰². En juin 2018, l'ACJC en recensait 120²⁰³. En janvier 2019, le SIGAR rapporte toutefois qu'aux yeux du Département d'État américain, le ministère de l'Intérieur afghan fait de « lents mais réels progrès » dans l'exécution des mandats d'arrêt émis par l'ACJC²⁰⁴.

Outre l'inexistence d'un mécanisme lui permettant de faire appliquer ses décisions, **l'ACJC n'est elle-même pas exempte de reproches.** En novembre 2017, il a certes condamné à vingt ans d'emprisonnement et à plus de 330 000 dollars (environ 293 000 euros) d'amende deux anciens cadres du ministère de l'Intérieur, coupables de s'être approprié les salaires dus à des policiers de la province de Kandahar. Le SIGAR note toutefois que **l'ACJC est demeurée passive face aux affaires de corruption que lui a signalées le Département de la Justice américain et impliquant des fonctionnaires en vue**²⁰⁵. Plus encore, le Département affirme que le procureur général afghan a induit ses

¹⁹⁶ TOLONews, "AGO Demands Arrest Of Over 7,000 Suspects", 28/11/2018, [url](#)

¹⁹⁷ SIGAR, "Quarterly Report to the US Congress", 30/04/2019, [url](#), p. 130

¹⁹⁸ SIGAR, "Quarterly Report to the US Congress", 30/07/2018, [url](#), p. 137

¹⁹⁹ UNAMA, "Afghanistan's Fight against Corruption : Groundwork for Peace and Prosperity", 05/2019, [url](#), p. 64

²⁰⁰ UNAMA, "Afghanistan's Fight Against Corruption : From Strategies to Implementation", 05/2018, [url](#), p. 44

²⁰¹ BJELICA J., "Afghanistan' Anti-Corruption Institutions : Too many, and with too few results", AAN, 20/05/2019, [url](#)

²⁰² SIGAR, "Quarterly Report to the US Congress", 30/07/2018, [url](#), p. 135-6

²⁰³ SIGAR, "Quarterly Report to the US Congress", 30/10/2018, [url](#), p. 125

²⁰⁴ SIGAR, "Quarterly Report to the US Congress", 30/01/2019, [url](#), p. 114

²⁰⁵ SIGAR, "Quarterly Report to the US Congress", 30/01/2018, [url](#), p. 145-6

interlocuteurs américains en erreur quant à la réalité des efforts déployés contre la corruption, notamment en ne fournissant aucune preuve étayant la réalité d'une arrestation²⁰⁶. **Parmi les dossiers bloqués, le Département de la Justice s'inquiète notamment de l'affaire de la Kabul Bank, dans le cadre de laquelle la Cour suprême a ordonné, en 2014, des poursuites contre seize individus et des enquêtes complémentaires au sujet de 227 autres suspects, sans que le procureur général n'y donne suite**²⁰⁷.

Par ailleurs, en vue d'améliorer la qualité des recrutements, la mission de l'OTAN en Afghanistan a signé un accord avec le procureur général, prévoyant que les services de celui-ci ainsi que les agents du ministère de l'Intérieur travaillant pour lui soient soumis au détecteur de mensonge. Or quatre employés du ministère ont échoué au test en mai 2017, et cette campagne de vérification n'a pas été poursuivie²⁰⁸.

3.2.3. Une évaluation difficile et peu fiable

Les bailleurs de fonds semblent se heurter à l'impossibilité de réunir des données fiables permettant d'évaluer les progrès réellement accomplis par l'administration afghane.

Dès janvier 2018, le Département d'État américain a refusé de valider l'efficacité des efforts du gouvernement afghan en matière de lutte anticorruption. Il a pointé notamment l'insuffisance des actions menées pour poursuivre les individus coupables de faits de corruption et a pris pour exemples le renvoi par le président Ghani du directeur intérimaire de la MCTF, l'échec du gouvernement à faire appliquer les mandats d'arrêt et la nomination à la chambre haute du Parlement d'Ahmad Yusuf Nuristani pour le mettre à l'abri de charges de corruption. Cet avis sévère n'a cependant pas fait obstacle au versement de fonds alloués à la lutte antistupéfiants, à la police et au développement, alors même que ceux-ci sont censés n'être débloqués que sous conditions²⁰⁹.

Plus spécifiquement, la réforme du ministère de l'Intérieur prévoit une évaluation des progrès accomplis tous les six mois. Pourtant, en décembre 2018, le CSTC-A a indiqué au SIGAR qu'il n'avait reçu aucune donnée quant aux travaux entrepris en matière de lutte anticorruption. Dès lors, **la manière dont procède le ministère de l'Intérieur et les indicateurs qu'il a adoptés pour piloter son action demeurent obscurs**. Le SIGAR semble perplexe à l'égard de la satisfaction affichée par le CSTC-A, qui ne se fonde pourtant que sur de vagues critères qualitatifs tels que la tenue de réunions sur la lutte anticorruption²¹⁰. Il avait déjà formulé cette critique l'année précédente, en prenant l'exemple de la « direction qualifiée et compétente » dont le ministère est censé se doter, sans que rien ne soit prévu pour mesurer l'accomplissement de cet objectif²¹¹. L'UNAMA relève encore que les rapports du MEC ne peuvent se substituer à un mécanisme d'évaluation coordonné et cohérent, régi par une méthodologie rationnelle²¹².

Dans son rapport d'avril 2019, le SIGAR indique qu'au cours des trois mois précédents, le CSTC-A n'a mené aucune évaluation des progrès accomplis par les ministères de la Défense et de l'Intérieur, alors qu'une telle évaluation conditionne le versement des aides financières. Le CSTC-A a précisément indiqué qu'il comptait revenir sur cette approche conditionnelle en raison des difficultés que rencontrent actuellement les forces de sécurité afghanes²¹³. Six mois plus tôt, le CSTC-A s'en était déjà tenu à des assurances vagues quant au respect des objectifs assignés au ministère de l'Intérieur, sans préciser la

²⁰⁶ SIGAR, "Quarterly Report to the US Congress", 30/10/2018, [url](#), p. 124

²⁰⁷ *Id.*, p. 124

²⁰⁸ SIGAR, "Afghanistan's Anti-Corruption Efforts", 05/2018, [url](#), p. 38

²⁰⁹ US Department of Defense, "Operation Freedom's Sentinel - Lead Inspector General to the US Congress – January 1, 2019 – March 31, 2019", 21/05/2019, [url](#), p. 42

²¹⁰ SIGAR, "Quarterly Report to the US Congress", 30/01/2019, [url](#), p. 136-137

²¹¹ SIGAR, "Afghanistan's Anti-Corruption Efforts", 05/2018, [url](#), p. 16

²¹² UNAMA, "Afghanistan's Fight Against Corruption : From Strategies to Implementation", 05/2018, [url](#), p. 22

²¹³ SIGAR, "Quarterly Report to the US Congress", 30/04/2019, [url](#), p. 118

méthode adoptée, n'évoquant qu'une « approche holistique » au détriment de critères précis²¹⁴.

Le SIGAR déplore régulièrement le manque de rigueur dans le contrôle des fonds alloués aux administrations afghanes. Ainsi, depuis 2010, le Département de la Défense américain a versé 1,62 milliard de dollars (environ 1,44 milliard d'euros) à la société militaire privée DynCorp International pour qu'elle vienne en appui aux ministères de l'Intérieur de la Défense afghans. Deux de ces contrats, d'une valeur de 421 millions de dollars (environ 374 millions d'euros), sont arrivés à terme en novembre 2018, sans qu'il soit possible de se prononcer sur leur efficacité, du fait de l'absence de données fiables. Le Département a admis l'insuffisance des mécanismes de contrôle existants et de la formation qu'il dispense aux conseillers déployés dans les administrations afghanes²¹⁵.

²¹⁴ SIGAR, "Quarterly Report to the US Congress", 30/10/2018, [url](#), p. 126

²¹⁵ *TOLONews*, "SIGAR Report Finds Problems With MoD, MoI Advising Efforts", 01/11/2018, [url](#)

Bibliographie

Sites web consultés en mai 2019.

Institutions internationales

Mission d'assistance des Nations unies en Afghanistan (UNAMA), "Afghanistan's Fight against Corruption: Groundwork for Peace and Prosperity", 05/2019

https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/afghanistans_fight_against_corruption_groundwork_for_peace_and_prosperity-20_may_2019-english.pdf

Mission d'assistance des Nations unies en Afghanistan (UNAMA), "Geneva Mutual Accountability Framework (GMAF)", 28/11/2018

https://unama.unmissions.org/sites/default/files/gmaf_final_26_nov_2018.pdf

OTAN, "Helping secure Afghanistan's future", 25/06/2008

https://www.nato.int/nato_static/assets/pdf/TEST-PDF/2008_11_687B00694B0B4918A2143DBD2EB990F5_afghanistan2008-e.pdf

Mission d'assistance des Nations unies en Afghanistan (UNAMA), "Afghanistan's Fight Against Corruption : From Strategies to Implementation", 05/2018

https://unama.unmissions.org/sites/default/files/afghanistans_fight_against_corruption_from_strategies_to_implementation-14_may_2018.pdf

Mission d'assistance des Nations unies en Afghanistan (UNAMA), "Afghanistan's Fight Against Corruption : The Other Battlefield", 04/2017

https://unama.unmissions.org/sites/default/files/afghanistans_fight_against_corruption_-_the_other_battlefield_-_april_2017-english.pdf

Site institutionnel d'Interpol, "Senior Afghan officials discuss crime and terrorism with INTERPOL Chief", 29/01/2019

<https://www.interpol.int/en/News-and-Events/News/2019/Senior-Afghan-officials-discuss-crime-and-terrorism-with-INTERPOL-Chief>

European Union Special Representative in Kosovo, "Afghan Border Police bolstered by stronger Interpol ties", 12/09/2016

https://eeas.europa.eu/delegations/kosovo/10902/afghan-border-police-bolstered-stronger-interpol-ties_mn

Site institutionnel d'Interpol, "Page pays : Afghanistan"

<https://www.interpol.int/en/Who-we-are/Member-countries/Asia-South-Pacific/AFGHANISTAN>

Site institutionnel d'Interpol, "Page: National Central Bureaus (NCBs)"

<https://www.interpol.int/en/Who-we-are/Member-countries/National-Central-Bureaus-NCBs>

Institutions afghanes

Independent Joint Anti-Corruption Monitoring & Evaluation Committee (MEC), "Quarterly Report – Oct.-Dec. 2018", 02/2019

http://www.mec.af/files/2019_02_27_4th_quarterly_report_en.pdf

Independent Joint Anti-Corruption Monitoring & Evaluation Committee (MEC), "Ministry-wide vulnerability to corruption assessment of the ministry of Interior", 01/2019
http://www.mec.af/files/2019_02_26_moi_vca_full_report_en.pdf

Independent Joint Anti-Corruption Monitoring & Evaluation Committee (MEC), "Quarterly Report – July-Sept. 2018", 12/2018
http://www.mec.af/files/2018_12_19_rd_quarterly_report_en.pdf

Special Anticorruption Secretariat, "Afghanistan national strategy for combatting corruption", 11/2018
https://sacs.gov.af/uploads/strategy_pdf/Strategy_en.pdf

Independent Joint Anti-Corruption Monitoring & Evaluation Committee (MEC), "Update of the Kabul Bank case", 04/2018
<http://www.acbar.org/upload/1528177659941.pdf>

Independent Joint Anti-Corruption Monitoring & Evaluation Committee (MEC), "Quarterly Report - April 2017", 05/2017
http://www.mec.af/files/1_st_quarterly_report_2017_english.pdf

Site de la Présidence de la République, "About National High Council for Rule of Law and Anti-Corruption"
<https://president.gov.af/en/about-national-high-council-for-rule-of-law-and-anti-corruption/>

Institutions américaines

US Department of Defense, "Operation Freedom's Sentinel - Lead Inspector General to the US Congress – January 1, 2019 – March 31, 2019", 21/05/2019
https://media.defense.gov/2019/May/21/2002134153/-1/-1/1/FY2019_LIG_OCO_REPORT.PDF

Special Inspector General for Afghanistan Reconstruction (SIGAR), "Quarterly Report to the United States Congress", 30/04/2019
<https://www.sigar.mil/pdf/quarterlyreports/2019-04-30qr.pdf>

Special Inspector General for Afghanistan Reconstruction (SIGAR), "Quarterly Report to the United States Congress", 30/01/2019
<https://www.sigar.mil/pdf/quarterlyreports/2019-01-30qr.pdf>

Special Inspector General for Afghanistan Reconstruction (SIGAR), "Quarterly Report to the United States Congress", 30/10/2018
<https://www.sigar.mil/pdf/quarterlyreports/2018-10-30qr.pdf>

Special Inspector General for Afghanistan Reconstruction (SIGAR), "Quarterly Report to the United States Congress", 30/07/2018
<https://www.sigar.mil/pdf/quarterlyreports/2018-07-30qr.pdf>

Special Inspector General for Afghanistan Reconstruction (SIGAR), "SIGAR 18-51 Audit Report - Afghanistan's Anti-Corruption Efforts: The Afghan Government Has Begun to Implement an Anti-Corruption Strategy, but Significant Problems Must Be Addressed", 05/2018
<https://www.sigar.mil/pdf/audits/SIGAR-18-51-AR.pdf>

Special Inspector General for Afghanistan Reconstruction (SIGAR), "Quarterly Report to the United States Congress", 30/04/2018
<https://www.sigar.mil/pdf/quarterlyreports/2018-04-30qr.pdf>

Special Inspector General for Afghanistan Reconstruction (SIGAR), "Quarterly Report to the United States Congress", 30/01/2018

<https://www.sigar.mil/pdf/quarterlyreports/2018-01-30qr.pdf>

US Senate Committee on Armed Services, "Hearing to receive testimony on the situation in Afghanistan", 09/02/2017

https://www.armed-services.senate.gov/imo/media/doc/17-08_02-09-17.pdf

US Department of Defense, "Enhancing security and stability in Afghanistan", 06/2016

https://dod.defense.gov/Portals/1/Documents/Enhancing_Security_and_Stability_in_Afghanistan-June_2016.pdf

Institut des États-Unis pour la paix (USIP), "The Afghan National Police in 2015 and Beyond", 05/2014

https://www.usip.org/sites/default/files/SR346_The_Afghan_National_Police_in_2015_and_Beyond.pdf

ONG

Integrity Watch Afghanistan, "Civil Society and Legal Organizations: Afghan government has tampered with the text of anti-corruption law", 04/11/2018

<https://integritywatch.org/civil-society-and-legal-organizations-anti-corruption-law-altered/>

Transparency International, "Policy, SDGs and Fighting Corruption for the People: A Civil Society Report on Afghanistan's Sustainable Development Goals", 08/03/2018

http://files.transparency.org/content/download/2225/13917/file/2018_Report_PolicySDGsandFightingCorruption_EN.pdf

Integrity Watch Afghanistan, "Senior Appointments and Corruption with the Afghan MOI : practices and perceptions", 2015

https://iwaweb.org/wp-content/uploads/2014/12/moi_senior_appointments_and_corruption_english.pdf

Universités, think tanks et centres de recherche

BJELICA Jelena, "Afghanistan's Anti-Corruption Institutions: Too many, and with too few results", Afghan Analysts Network (AAN), 20/05/2019

<https://www.afghanistan-analysts.org/afghanistan-anti-corruption-institutions-too-many-and-with-too-few-results/>

Security Governance Group (SGG) / Afghan Research & Evaluation Unit (AREU), "A Mapping Study : Institutional Mechanisms to Tackle Trafficking in Persons in Afghanistan", 12/2017

<https://areu.org.af/wp-content/uploads/2018/03/1804E-A-Mapping-Study-Institutional-Mechanisms-to-Tackle-Trafficking-in-Persons-in-Afghanistan.pdf>

CLARK Kate, "Reforming the Afghan Ministry of Interior: A way to 'tilt' the war?", Afghan Analysts Network (AAN), 09/06/2017

<https://www.afghanistan-analysts.org/reforming-the-afghan-ministry-of-interior-a-way-to-tilt-the-war/>

GIUSTOZZI Antonio & ISAQZADEH Mohammed, "Afghanistan's Paramilitary Policing in Context", Afghan Analysts Network (AAN), 07/2011

https://www.afghanistan-analysts.org/wp-content/uploads/downloads/2012/10/AAAN-2011-Police_and_Paramilitarisation.pdf

CARTER Stephen & CLARK Kate, "No Shortcut to Stability - Justice, Politics and Insurgency in Afghanistan", Chatham House, 12/2010

https://www.chathamhouse.org/sites/default/files/public/Research/Asia/1210pr_afghanjustice.pdf

CLARK Kate, "New NDS boss – who is he?", Afghanistan Analysts Network (AAN), 18/07/2010

<https://www.afghanistan-analysts.org/new-nds-boss-who-is-he/>

Articles scientifiques

BIZHAN, Nematullah, "Building Legitimacy and State Capacity in Protracted Fragility: The Case of Afghanistan", International Growth Centre (IGC), 19/04/2018

<https://www.theigc.org/wp-content/uploads/2018/04/afghanistan-report-v3.pdf>

ADEL, Enayatulla, "Understanding and Explaining Corruption: A case study of Afghanistan", Södertörn University, 2016

<http://www.diva-portal.org/smash/get/diva2:941324/FULLTEXT01.pdf>

Sites spécialisés

The Defense Post, "Afghanistan president replaces defense and interior ministers in surprise shake-up", 23/12/2018 <https://thedefensepost.com/2018/12/23/afghanistan-president-replaces-defense-interior-ministers-taliban/>

Médias

TOLONews, "AGO Slaps Travel Ban On Eight MoI Officials Over Graft Case", 30/05/2019

<https://www.tolonews.com/afghanistan/ago-slaps-travel-ban-eight-moi-officials-over-graft-case>

Pajhwok Afghan News, "Criminals, corrupt elements to face stricter actions: MoI", 03/03/2019

<https://www.pajhwok.com/en/2019/03/03/criminals-corrupt-elements-face-stricter-actions-moi>

TOLONews, "MEC warns of corruption vulnerabilities in Interior ministry", 26/02/2019

<https://www.tolonews.com/afghanistan/mec-warns%C2%A0corruption-vulnerabilities%C2%A0interior-ministry>

Ariana News, "Mafia Elements in MoI Undermined Efforts of Afghan Police: Deputy Minister", 18/02/2019

<https://ariananews.af/mafia-elements-in-moi-undermined-efforts-of-afghan-police-deputy-minister/?fbclid=IwAR3hY42WZd0iIBxAh6LS8RuDjrGGrW5VwcYSXShKIyyMX0cf3fIU50DgJOM>

Pajhwok Afghan News, "3 top Interior Ministry officials replaced", 02/02/2019

<https://www.pajhwok.com/en/2019/02/02/3-top-interior-ministry-officials-replaced>

TOLONews, "Interior Ministry Issues New Directives for Police", 27/12/2018

<https://www.tolonews.com/afghanistan/interior-ministry-issues-new-directives-police>

TOLONews, "Ghani nominates new heads for Defense, Interior ministries", 23/12/2018

<https://www.tolonews.com/afghanistan/ghani-nominates-new-heads-defense-interior-ministries>

TOLOnews, "AGO Demands Arrest Of Over 7,000 Suspects", 28/11/2018
<https://www.tolonews.com/afghanistan/ago-demands-arrest-over-7000-suspects>

TOLOnews, "SIGAR Report Finds Problems With MoD, MoI Advising Efforts", 01/11/2018
<https://www.tolonews.com/afghanistan/sigar-report-finds-problems-mod-moi-advising-efforts>

Pajhwok Afghan News, "3 former MOI officials sentenced to 8 years in jail", 09/10/2018
<https://www.pajhwok.com/en/2018/10/09/3-former-moi-officials-sentenced-8-years-jail>

Khaama Press, "General Murad formally introduced as new commander of Kabul Garrison", 23/06/2018
<https://www.khaama.com/general-murad-formally-introduced-as-new-commander-of-kabul-garrison-05410/>

The New York Times, "30,000 Afghan Police Officers, on Front line of war, are denied pay", 06/06/2018
<https://www.nytimes.com/2018/06/06/world/asia/afghan-police-pay.html?smid=tw-nytimesworld&smtyp=cur>

Ariana News, "President Ghani approves retirement of over 140 MOI generals", 29/05/2018
<https://ariananews.af/president-ghani-signs-retirement-of-over-140-moi-generals/>

Pajhwok Afghan News, "Senior MOI official referred to AGO over power abuse", 29/04/2018
<https://www.pajhwok.com/en/2018/04/29/senior-moi-official-referred-ago-over-power-abuse>

TOLOnews, "PPF Officially Handed Over To Defense Ministry", 21/03/2018
<https://www.tolonews.com/afghanistan/ppf-officially-handed-over-defense-ministry>

Pajhwok Afghan News, "Generals among 158 police officials being prosecuted", 13/02/2018
<https://www.pajhwok.com/en/2018/02/13/generals-among-158-police-officials-being-prosecuted>

Khaama Press, "Ghani introduces top interior ministry official to Attorney General's Office", 11/02/2018
<https://www.khaama.com/ghani-introduces-top-interior-ministry-official-to-attorney-generals-office-04471/>

Pajhwok Afghan News, "400 police officers appear in MOI exam", 07/02/2018
<https://www.pajhwok.com/en/2018/02/07/400-police-officers-appear-moi-written-exam>

The Los Angeles Times, "A young corruption investigator is killed in Afghanistan. Why didn't his U.S.-trained agency do more to protect him?", 06/12/2017
<https://www.latimes.com/world/asia/la-fg-afghanistan-corruption-20171206-htmlstory.html>

Pajhwok Afghan News, "Above 200 MoI officers arrested over corruption: Jahid", 10/06/2017
<https://www.pajhwok.com/en/2017/06/10/above-200-moi-officers-arrested-over-corruption-jahid>

TOLOnews, "A Look Into Life And Career Of Acting Defense Minister", 26/04/2017
<https://www.tolonews.com/afghanistan/look-life-and-career-acting-defense-minister>

Reuters, "Desertions deplete Afghan forces, adding to security worries", 18/01/2016
www.reuters.com/article/us-afghanistan-army-desertions-idUSKCN0UW1K3

Ariana News, "MOI starts reforms in procurement affairs", 03/12/2015
<https://ariananews.af/moi-starts-reforms-in-procurement-affairs/>

Autre

TetraTech, "Afghanistan Justice Sector Support Program"

<https://www.tetrattech.com/en/projects/afghanistan-justice-sector-support-program>